

Débats stratégiques à l'époque de la Première Internationale

Il y a actuellement trois similitudes avec la période dans laquelle s'est construite la 1^{ère} internationale :

- il n'y a pas d'expérience révolutionnaire fondatrice, équivalente à la révolution russe pour la troisième internationale ;
- il n'y a pas de véritable internationale, seulement des groupes politiques internationaux ;
- il n'y a pas de partis de masse se donnant l'objectif de construire une autre société, le socialisme, comme cela était le cas en Europe dès la fin du XIX^e et tout au long du XX^e siècle

Qu'est ce que cette période ?

Il est plus facile de préciser la date à laquelle naît la I^{re} Internationale: le 28 septembre 1864, au meeting londonien de Saint Martins Hall, entièrement organisé et dirigé par des ouvriers, que d'en signaler avec exactitude le décès: celui-ci date-t-il du congrès de La Haye (sept. 1872) où la décision est prise de transférer à New York, loin des luttes réelles, le conseil général, organisme dirigeant. Plusieurs sections européennes continuant cependant à manifester une grande vigueur, se produit-il plutôt à la conférence de Philadelphie (juill. 1876) qui prononce la dissolution pure et simple du conseil? Ce n'est pas le plus important.

En réalité les débats essentiels se déroulent durant les 8 premières années, c'est très court !

Pour autant l'A.I.T. fut, selon une formule célèbre, une «grande âme».

L'internationalisme qui s'y exprime est l'expression du mouvement ouvrier européen en cours de développement que l'A.I.T. va refléter : trade-unionisme anglais, mutuellisme français, républicanisme ardent des hommes de quarante-huit, les mazziniens notamment, etc.

Marx assistait à cette réunion en qualité d'invité, il ne représentait pas une organisation ouvrière. Il ne fut pas le fondateur de celle-ci même s'il va en devenir très vite le principal dirigeant. C'est lui qui rédige le rapport du Conseil général de l'A.I.T. pour le congrès de Bruxelles de 1868 qui résume ce qu'est cette internationale : «Elle n'est fille ni d'une secte ni d'une théorie. Elle est le produit spontané du mouvement prolétaire engendré lui-même par les tendances naturelles irrépressibles de la société moderne», c'est-à-dire par le développement des luttes politiques et économiques de classes. »

Qu'est ce que le « mouvement prolétaire, le mouvement ouvrier » le socialisme ...

Le mouvement ouvrier proprement dit n'apparaît qu'avec la révolution industrielle, le passage d'une société à dominante agricole et artisanale à une société commerciale et industrielle, dont une des conséquences est la concentration de la main-d'œuvre dans des fabriques, propriétés d'hommes qui disposent de capitaux de plus en plus importants et utilisent des machines mues par des sources d'énergie nouvelles.

Le travailleur entièrement dépossédé de la propriété des moyens de production devient un «prolétaire». Il s'insère dans une collectivité, est soumis à une discipline stricte, condamné à n'être qu'un rouage dans le processus d'une production dont la forme est de plus en plus sociale.

Cette révolution se produit d'abord en Angleterre dans l'industrie textile à la fin du XVIII^e siècle, puis la Belgique, le nord de la France et la Suisse au début du XIX^e siècle. Elle est plus lente en France : les ouvriers représentent environ 20% de la population active masculine au milieu du XIX^e siècle (31 % en 1911)¹. S'industrialisent rapidement à partir du milieu du XIX^e l'Allemagne dans l'industrie minière et sidérurgique, les États-Unis et le Japon à partir de 1868, enfin la Russie à la fin XIX^e: ils forment les pays de la deuxième vague.

¹ Olivier Marchand et Claude Télet Deux siècles de travail en France p 99

C'est avec l'essor de la grande industrie capitaliste que la lutte des travailleurs prend une extension et revêt des formes spécifiques telles qu'on peut commencer à parler de mouvement ouvrier.

Les deux termes de « prolétariat » et de « mouvement ouvrier » ne sont pas identiques.

L'existence du prolétariat comme « classe en soi » ne suffit pas pour qu'il y ait mouvement ouvrier.

Pour qu'il y ait mouvement ouvrier, il faut :

- qu'existent des organisations, syndicales, coopératives et politiques;
- que les travailleurs qui y participent soient parvenus à une conscience (plus ou moins complète et plus ou moins durable) de la solidarité de fait qui les unit, la conscience de classe
- Elle n'apparaît ni immédiatement ni spontanément.

Spontanément, en effet, le prolétariat est écartelé entre des tendances centrifuges ; en tant que vendeurs de leur force de travail, les ouvriers sont dans une situation de concurrence. Ces tendances centrifuges peuvent se traduire par des revendications de type corporatif ou sectoriel opposant telle catégorie d'ouvriers à telle autre. La conscience de classe face aux capitalistes, apparaît et se développe par la pratique, à travers les luttes ouvrières. Ces luttes démontrent aux ouvriers que, quelles que soient les conditions particulières dans lesquelles chacun doit offrir sa force de travail, il y a entre tous communauté d'intérêts ; et dans la mesure où ils sont conduits à s'opposer à une autre classe, le patronat, soutenue par l'État, les ouvriers ont l'impression d'appartenir à une classe déterminée

Le développement de la conscience de classe est donc un processus complexe. Il peut être plus ou moins rapide, plus ou moins complet, selon les pays, selon les secteurs professionnels, et aussi selon la conjoncture. Il existe d'abord des obstacles internes au développement du mouvement ouvrier, qui tiennent aux conditions mêmes d'existence et de développement des classes ouvrières. Malgré les progrès de la conscience de classe, la concurrence entre les ouvriers ne disparaît jamais complètement. Elle se manifeste sous des formes diverses: opposition l'une à l'autre des catégories professionnelles, influence des idéologies de la classe dominante qui préconisent l'intégration du prolétariat au système capitaliste, existence dans certains pays et à certains moments d'une aristocratie ouvrière dont le niveau de vie est nettement supérieur à celui de la masse ouvrière, survivance du nationalisme, voire d'une sorte d'esprit de supériorité virant à la xénophobie ou au racisme quand les employeurs font appel à une main-d'œuvre étrangère – et cela en dépit des campagnes des partis ouvriers et des syndicats.

L'ignorance a été pendant longtemps un autre obstacle au développement du mouvement ouvrier.

Le mouvement ouvrier doit en outre surmonter des obstacles externes. On doit entendre par là tout appareil répressif mis en place contre les ouvriers.

- des objectifs définis
 - o à court terme (simplement défensifs ou revendicatifs) ou
 - o à long terme (visant à une profonde mutation des bases mêmes de la société capitaliste, voire à son renversement et à son remplacement par un autre type de société). Ce qui implique une réflexion sur le sens de l'histoire, c'est-à-dire une idéologie.

Il n'y a pas mouvement ouvrier s'il n'y a pas, au moins, des éléments de méditation théorique, que ces éléments surgissent spontanément au cours de la « pratique » ouvrière ou qu'ils soient apportés de l'extérieur, par une réflexion sur les pratiques sociales et politiques.

C'est pour cette raison qu'il n'est pas possible d'opposer artificiellement le « syndical » au « politique ».

Si le mouvement ouvrier dans l'action a pour objectif essentiel l'amélioration du niveau de vie et des conditions de travail, il ne peut être, dans la réalité historique, séparé du socialisme qui est avant tout un mouvement politique et une théorie. Même si le syndicat, dans certains pays, se trouve totalement indépendant du parti politique, l'action syndicale dans le monde contemporain où le rôle de l'État a considérablement grandi ne peut pas ne pas avoir des implications politiques. Quand on est amené à évoquer les objectifs du mouvement ouvrier, on doit constater qu'ils ont inévitablement une nature politique.

À mesure que le mouvement ouvrier se renforce, il se développe sur plusieurs fronts: un front économique (la défense des revendications), un front politique (le problème des rapports avec le pouvoir: faire pression sur lui tel qu'il est ou s'en emparer pour en changer la nature), un front doctrinal (la mise en cause du principe du régime capitaliste et la contestation des idéologies qui tentent de le justifier).

Voilà ce qui explique que l'histoire du mouvement ouvrier touche en même temps

- à l'histoire des organisations et à leur typologie (comment apparaissent-elles? comment se différencient-elles? quel est leur impact réel?),
- à l'analyse des mutations de la conscience de la solidarité de classe (quels sont ses degrés? comment s'exprime-t-elle au niveau de l'individu?),
- à la recherche des buts poursuivis (comment se définissent-ils? et sous quelles influences?)
- à l'étude des formes de lutte (ont-elles évolué au cours de l'histoire?).

La période 1789 – 1871 à grands traits

La période précédant la création de la première internationale est déterminée par deux facteurs essentiels :

- la révolution industrielle en Angleterre,
- la révolution française.

• La révolution française est une référence pour tous ceux qui veulent changer le monde : elle montre qu'une révolution permet à une classe de prendre le pouvoir et de se débarrasser de la classe dominante précédente. Mais elle correspond à l'avènement de la bourgeoisie, elle protège la propriété et non les travailleurs.

Le socialisme doit à la Révolution quelques traits caractéristiques² :

- l'égalitarisme des Robespierre, Babeuf, de la constitution de 1793,
- l'idée qu'avec de l'énergie collective, on peut changer de société,
- le rationalisme,
- l'internationalisme.

• La naissance du Socialisme

Le socialisme moderne, s'il est une suite du mouvement d'affranchissement du XVIII^e siècle, appartient à un autre univers, celui de la révolution industrielle. Tous ceux qui cherchent comment faire disparaître la misère produite par la révolution industrielle réfléchissent sur le moyen d'organiser la société par une action concertée pour la production et la répartition des richesses. Le mot, la notion de socialisme apparaît à peu près simultanément en Grande Bretagne et en France, entre 1830 et 1840.

Contre les machines qui provoquent la ruine des artisans et le chômage des ouvriers, s'exprime d'abord une haine féroce, avec destruction de celles-ci. Presque tous les pays s'éveillant à l'industrie connaissent une des premières formes de la lutte ouvrière, le «luddisme», du nom de Ludd, qui participa au bris de machines et aux émeutes survenues en 1811 dans les Midlands. En France, ils éclatent dans la cordonnerie, l'industrie textile, la chapellerie et l'imprimerie, au cours de deux grandes vagues, de 1817 à 1821 puis de 1830 à 1833.

Le luddisme est une première forme de lutte ouvrière, celle d'un temps où les ouvriers ne voient pas au-delà de la machine. *«Il faut du temps et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre la matériel de production mais contre son mode social d'exploitation»*³.

Pour Saint Simon l'industrialisation est un préalable nécessaire au socialisme. Il s'éloigne de l'économie libérale, en collaboration avec Auguste Comte pour se placer du point de vue des producteurs, et estime que *« l'intérêt général est lésé lorsque les non-producteurs prélèvent une dîme sur le produit du travail des producteurs »*⁴. Saint Simon propose une telle société qui concilie les intérêts de tous avec les intérêts de chacun.

En France ce sont les Saint-Simoniens qui popularisent dans les années suivant sa mort en 1825 le mot de Socialisme pour s'opposer à l'individualisme.

La théorie des classes sociales chez Saint-Simon met l'accent sur **l'exploitation d'une immense majorité de travailleurs de toute nature par une faible minorité d'oisifs**. En accord avec la masse, **une élite de Lumières, à la fois intellectuelle et professionnelle**, issue pour la plus grande part du monde des chefs d'entreprise, **délivrera de cette exploitation la société tout entière et organisera progressivement le règne**

² Elie Halevy histoire du socialisme européen page 26

³ Karl Marx, *Le Capital*, liv. I, IV^e section la production de la plus-value relative Chapitre XV : Machinisme et grande industrie V. Lutte entre travailleur et machine

⁴ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 76

de l'abondance et du travail..... Comme les philosophes contemporains de son enfance, l'encyclopédiste Saint-Simon aspire à un gouvernement des Lumières.

Ses disciples, autour desquels se groupe l'élite la plus brillante, la plus active dont se soit jamais enorgueillie une secte à ses débuts, dépassent les directions spirituelles du maître pour l'établissement d'une nouvelle religion....ils mettent en cause l'appropriation privée des moyens de production qui permet de « lever une prime sur le travail d'autrui ». consacre « l'exploitation de l'homme par l'homme », elle engendre de surcroît l'anarchie économique.

La solution de tous ces problèmes pourrait consister en de **grandes réformes de structure**. Les saint-simoniens acceptent « que **tous les instruments de travail, les terres et les capitaux, qui forment aujourd'hui le fonds morcelé des propriétés particulières, soient réunis en un fonds social, et que ce fonds soit exploité par association et hiérarchiquement** ». **La tâche de chacun correspondrait à sa capacité et son gain à ses œuvres**. Le fonds social serait constitué à partir des sommes dégagées par la suppression de l'héritage. **L'État, seul héritier, distribuerait les instruments de travail que sont la terre et les capitaux, au mieux des intérêts de la production**. Et la production serait elle-même dirigée par un « système général de banques ». Une banque nationale distribuerait par l'intermédiaire de banques régionales, locales ou corporatives, les capitaux à investir. Elle donnerait ainsi l'impulsion, en les coordonnant, à toutes les activités économiques de la nation. Alors prendraient fin l'exploitation et le désordre.

À l'anarchie du monde économique, il faut substituer l'organisation, mot révélateur de l'idéal saint-simonien et désormais mot clé du socialisme, l'établissement d'une stricte hiérarchie pour parvenir à cet idéal planétaire, le saint-simonisme devient une église hiérarchisée

Le saint-simonisme a influencé de nombreux militants du début du 19^e siècle, comme Philippe Buchez, Pierre Leroux et se répandit rapidement au-delà des frontières (Belgique, Allemagne, Italie, États-Unis et Brésil).

En Grande Bretagne, c'est dans dans l'école de Robert Owen que le socialisme devint une référence usuelle dans les discussions de l'association fondée par celui-ci en 1835 l' « Association of all classes of all nations ».

La préhistoire du mouvement ouvrier, du socialisme, s'est déroulée dans des cadres nationaux.

Dès le milieu du XIX^e siècle on vit naître l'idée, limitée d'abord à certains milieux de révolutionnaires émigrés, la Ligue des communistes en particulier, selon laquelle les prolétaires devaient s'organiser en « parti mondial du travail ». L'Association internationale des travailleurs, née en 1864 (appelée aujourd'hui la I^{re} Internationale), ne sera vraiment implantée qu'en Europe occidentale.

•

Les années 1830 et 1831 sont pour l'Europe des années révolutionnaires.

En 1830, la révolution de juillet déferle sur toute l'Europe, atteint la Russie par l'insurrection polonaise de 1831.

La période qui débute à la fin de la crise révolutionnaire et des guerres de l'Empire, et se termine autour de 1848 est celle où, en France et en Angleterre, une nouvelle classe révolutionnaire, le prolétariat, entre en scène.

En Angleterre, il tente de s'organiser dans les trade unions. En France, après les insurrections des canuts à Lyon, commencent les premières tentatives de son organisation révolutionnaire. Les principales idées socialistes s'expriment et se répandent en France et en Grande Bretagne, avec des doctrines qui se développent en marge de la pensée politique. Vers 1840 socialisme et démocratie sont un même objectif, au travers notamment du mouvement chartiste et de courants comme les blanquistes et Louis Blanc.

• la révolution de 1848

En France, les ouvriers parisiens n'avaient pas pardonné qu'on leur eût volé la révolution de 1830.

Durant la monarchie de Juillet, dès 1834 et surtout après 1840, les idées socialistes avaient commencé à pénétrer dans une élite ouvrière encore encadrée par les artisans ou les ouvriers artisanaux, ceux qui travaillent

avec des procédés anciens dans de petites entreprises. Le rôle de ces ouvriers est déterminant lors des journées de 1848, ce sont eux qui imposent la République et la proclamation des libertés démocratiques fondamentales. 22-24 février. l'insurrection renverse Louis-Philippe. Proclamation d'un gouvernement provisoire républicain avec des bourgeois républicains modérés et des socialistes : Louis Blanc et l'ouvrier Albert. Proclamation de la liberté d'association, du suffrage universel (de 250 000 électeurs à 9 millions), et du Droit au travail (formule lancée par les fourriéristes).

26 février. Ouverture des Ateliers nationaux pour assurer aux chômeurs le droit au travail.

28 février. Manifestation populaire rassemblant des milliers de travailleurs sur la place de Grève à Paris pour demander un ministère du Travail. Création d'une commission du Gouvernement pour l'Organisation du Travail présidée par Louis Blanc : la Commission du Luxembourg, formée d'ouvriers et de patrons. Elle n'existera que 3 mois (supprimée le 16 mai)

avril 48 triomphe des modérés lors des élections

4 juin. Élections complémentaires à l'Assemblée constituante. Sont élus Pierre Leroux, Pierre-Joseph Proudhon, en même temps que Victor Hugo, Louis-Napoléon Bonaparte et Thiers.

21 juin. Dissolution des Ateliers nationaux et décision que de 18 à 25 ans les ouvriers doivent s'engager dans l'armée ou aller en province défricher par exemple les marais de Sologne.

23-26 juin. Journées de juin. Insurrection ouvrière à Paris après la dissolution des Ateliers nationaux. Représailles sanglantes : entre 1500 et 3000 morts, 15 000 arrestations, 4000 déportations en Algérie.

31 juillet. L'Assemblée rejette la proposition de Proudhon de former une Banque d'Échange.

La question des ateliers nationaux continuera à animer la vie politique et sociale dans les années qui suivent.

10 décembre. Élection du Président de la République. Louis-Napoléon Bonaparte est élu avec plus de 5 400 000 voix (74,3%); le candidat de l'extrême gauche, François-Vincent Raspail (médecin des pauvres et vétéran des 3 glorieuses) n'obtient que 37 000 suffrages (0,6%) et le républicain « démocrate socialiste » Ledru Rollin (avocat républicain), 5%.

- La période qui s'ouvre avec l'échec de 1848, peut être prolongée jusqu'à la décennie 1870-1880. C'est dans toute l'Europe occidentale une phase d'essor industriel sans précédent, ce qui entraîne un accroissement du nombre des prolétaires. Après quelques années de recul, le mouvement ouvrier renaît, mais selon des principes nouveaux.

- En Angleterre, l'échec du chartisme conduit à un syndicalisme accessible seulement à des ouvriers qualifiés (skilled). Ce dernier est caractérisé par des organisations strictement structurées, qui exigent des cotisations élevées : syndicats de mécaniciens, de charpentiers et de menuisiers et, sur le plan local, le London Trades Council.

En 1874, le mouvement ouvrier anglais semble à son apogée et le congrès annuel des Trade-Unions rassemble les délégués de 1 200 000 adhérents. Aucun pays ne peut alors, de ce point de vue, être comparé à l'Angleterre.

- En France, l'évolution est différente, même si l'influence des syndicats d'outre-Manche y est sensible. Déçus par la IIe République, les ouvriers français ont, durant les premières années de l'Empire, tendance à se méfier de la politique. Napoléon III essaie de profiter de cette situation pour jeter les bases d'un césarisme social. Il favorise les associations de secours mutuel, mais à la condition que leur activité se limite à l'organisation de la solidarité. Il aide à l'envoi de délégations ouvrières aux expositions universelles.

C'est un échec. Non seulement les grèves se multiplient, surtout à partir de 1860, et les chambres ouvrières, qu'il a fallu tolérer après avoir en 1864 concédé le droit de grève, encadrent des corporations de plus en plus nombreuses.

- La réunion du 28 septembre 1864 à Saint Martins Hall à Londres est l'acte de fondation de la ère internationale ; elle a été entièrement organisée et dirigée par des ouvriers.

Le comité provisoire élu le 28 septembre, embryon du futur conseil général, compte :

- vingt et un Anglais, des trade unionistes, des anciens chartistes, des anciens owenistes
- dix Allemands qui, à l'exception de Karl Marx, ne joueront qu'un rôle secondaire, tous anciens membres de la Ligue des communistes (Eccarius, Lessner, Lochner, Pfender...)
- neuf Français, peu versés sur les questions économiques, mais considérés comme spécialistes de l'art révolutionnaire
- dix Italiens, dirigés par Mazzini, vieux révolutionnaire, républicain ardent et en même temps homme religieux
- deux Polonais, pour lesquels la question polonaise était essentielle
- deux Suisses.

La section française est formée sur l'initiative d'ouvriers proudhoniens. Le socialisme proudhonien, hostile à *«toute action révolutionnaire (c'est-à-dire qui jaillit de la lutte des classes elles-mêmes), à tout mouvement concentré social, c'est-à-dire réalisable également par des moyens politiques (comme, par exemple, la diminution légale de la durée de la journée de travail); et cela sous prétexte de liberté, d'antigouvernementalisme ou d'individualisme antiautoritaire»*.

À ce courant s'ajoute l'influence de Blanqui, qui a passé une grande partie de sa vie en prison et qui, reprenant la tradition de 1793, pense que la révolution peut être accomplie par de petits groupes organisés en sociétés secrètes prônant l'action violente. Ces minorités agissantes sont recrutées dans les milieux populaires et parmi les éléments conscients de la bourgeoisie. La première œuvre à accomplir est de s'emparer du pouvoir et d'exercer une dictature qui assainira une société gangrenée et procédera à l'éducation du peuple. Doctrine sommaire, mais qui conduit à l'organisation de cohortes pour assurer la prise du pouvoir.

La jeunesse républicaine trouve des inspirations de plus en plus violentes chez les grands ancêtres, Danton, Marat, voire Hébert et Fouquier-Tinville! Et, succédant aux contacts entre opposants de toutes nuances qui ont eu lieu naguère à la prison Sainte-Pélagie, de nouveaux échanges s'établissent entre les jeunes républicains, les membres de l'Internationale et les blanquistes, notamment à un congrès de la Paix et de la Liberté qui se tient à Genève en septembre 1867, au lendemain du congrès de l'Internationale réuni à Lausanne. Ils aboutissent à un rapprochement durable.

Les internationaux demandent aux députés républicains si le prolétariat pourra compter sur la bourgeoisie libérale lorsqu'il prendra les armes pour la République. Et Jules Favre leur répond: « C'est vous, messieurs les ouvriers, qui seuls avez fait l'Empire; à vous de le renverser seuls. » Cette rupture entre les députés républicains et les révolutionnaires, qui devait tôt ou tard se produire, est désormais un facteur important de l'évolution du second Empire.

Le socialisme anglais est trade-unioniste, réformiste et légaliste, hésitant devant la lutte économique de classes qui risque à ses yeux d'entraîner la hausse des prix. Il s'éloigne de plus en plus de la tradition chartiste et se concentre pour longtemps dans le milieu de l'«aristocratie ouvrière».

Le socialisme allemand est en majorité organisé dans l'Association générale des travailleurs allemands, fondée en 1863 par F. Lassalle, qui nourrit de façon répétée l'illusion d'une intervention socialiste de l'État prussien: *«Elle greffe le césarisme sur les principes démocratiques»* (lettre à Marx de trois ouvriers berlinois, 1865).

L'activité de l'Internationale est dominée par des luttes idéologiques incessantes.

Le départ des mazziniens, celui de divers bourgeois républicains dès 1865, renforce l'idée qu'en Europe occidentale tout au moins le conflit primordial oppose le capital et le travail. L'engagement de l'A.I.T. dans les grèves confirme très vite son terrain: la lutte des classes, et son statut: un parti ouvrier qui se veut international, en tout cas européen.

Karl Marx, proscrit de quarante-huit, estimé des leaders britanniques comme des émigrés allemands à Londres, va dès le début marquer de son exceptionnelle personnalité les débats ainsi que les textes

d'orientation et d'organisation de l'A.I.T. Il rédige pour le comité l'«Adresse inaugurale», à laquelle il contribue à donner une orientation socialiste et un ton prolétarien et révolutionnaire, et les «statuts provisoires» avec leurs «considérants» très voisins de ceux qui seront adoptés officiellement deux ans plus tard au congrès de Genève (sept. 1866). L'autorité intellectuelle de Marx, le soutien qu'il reçoit d'une majorité de sections imposent généralement les vues du «socialisme scientifique»:

On peut distinguer trois moments principaux dans la brève histoire de la Ire Internationale.

- De 1864 à 1867, malgré la création rapide de sections en Suisse, en France, en Belgique, en Allemagne, c'est, à l'exception de l'Angleterre, une période de relative stagnation.

- De 1868 à 1870, l'A.I.T. décline nettement en Angleterre, mais elle se développe très rapidement dans les pays (ou tout au moins les régions) industrialisés du continent : c'est à l'occasion des mouvements de -

- À partir de 1871 s'ouvre une troisième période : fortement atteinte en France par la répression, la guerre, les suites de la Commune, morte ou peu s'en faut en Angleterre, l'A.I.T. se maintient en Suisse et connaît un renouveau non seulement en Belgique, mais en Italie où elle s'implante pour la première fois, et surtout en Espagne où une fédération régionale s'est constituée en juin 1870. Dans tous ces pays, le courant « antiautoritaire » qui se réclame de Bakounine contre Marx l'emporte.

(Madeleine Reberieux EU)

- La commune de Paris 1871
- L'éclatement de l'internationale suite aux débats tirant les bilans de la Commune de Paris

1) Coopératives, communautés, associations, la transformation de la société en contournant l'état

- Robert OWEN

Créateur du premier mouvement appelé socialisme, ancêtre des systèmes coopératifs, critiqué non sans vénération par Marx et Engels, il est l'un des grands du « socialisme utopique ». Son influence sur les utopistes français, notamment Cabet, fut très importante.

Dès 1815 il s'oppose à la doctrine libérale. Industriel philanthrope, paternaliste et autoritaire, il monte d'abord une expérience sociale dans une importante manufacture de coton à New Lanark (Écosse) : journée de travail de 10,5 heures, salaires fixes, jardin d'enfants, méthodes actives, cours du soir.

Owen ne participe pas au mouvement radical des années 1817-1819. Il dresse seul un programme de type socialiste, estimant qu'il faut trouver une solution aux crises dues au fait que les ouvriers ne peuvent acheter la production avec leur salaire. C'est le projet de « villages de coopération » pour les pauvres, alternative à la société de compétition capitaliste, s'accompagnant d'une dénonciation fracassante de toutes les religions. Même si Owen allait assez loin dans les propositions de vie collective hors du cadre capitaliste, il ne remet jamais en cause les principes mêmes de ce régime.

Selon Owen, l'érection de communautés autonomes de travailleurs (groupant de cinq cents à deux mille personnes) résoudra la question sociale et inaugurerait un nouvel ordre mondial, « *par un libre essaimage d'associations coopératives, on pouvait arriver sans le secours de l'état, en révolte contre l'état, à constituer un nouveau monde économique et moral* »⁵. Il se tourne vers les ouvriers, estimant qu'ils ne pouvaient compter sur personne pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, pour qu'ils créent eux-mêmes des colonies dans lesquelles il n'y aurait ni propriété individuelle, ni religion, ni liens légaux en matière sexuelle. Ne parvenant pas à les réaliser en Grande Bretagne, il se rend aux États-Unis en 1824 et achève d'engloutir sa fortune dans l'éphémère communauté de New Harmony.

Il se retrouve en Angleterre, en 1829, à la tête d'un important réseau de coopératives.

Ses disciples « *fondèrent des coopératives (la première à Brighton en 1828) tout d'abord de consommation, puis de production. Les associés payaient 5% de plus que le prix de gros, ces 5% fournissaient un pécule, grâce auquel on ouvrait des ateliers. Ces petites coopératives se multiplièrent, et bientôt se posa le problème de l'écoulement de leurs produits. On créa alors le « bazar coopératif » où les produits s'échangeraient en 1832 à Londres se constituait le « National equitable Labour Exchange » où les produits s'échangeaient en effet, selon le nombre d'heures de travail contenu dans chacun d'eux ; la monnaie était supprimée et remplacée par des bons indiquant le nombre des heures de travail, les « Labour notes ».....en 1830, il y avait en Angleterre 170 boutiques coopératives, en 1832, de 400 à 500. Puis elles disparurent assez rapidement (durant le mouvement chartiste) pour réparaître plus tard, vers 1840, avec des magasins coopératifs, « stores, où le bénéfice était aboli. »* »⁶.

Puis il participe à l'animation d'un système de bourses du travail, et enfin d'une considérable mais éphémère union syndicale, la « Grand National Consolidated Trades Union » (1834), où une large fraction de la classe ouvrière se rallie à lui.

⁵ Elie Halevy histoire du socialisme européen note page 21

⁶ Elie Halevy histoire du socialisme européen note page 41

Tous ces projets échouent rapidement, il revient alors plus directement à la propagation de ses propres idées. À travers plusieurs regroupements qu'il anime, telle l'« Association de toutes les classes de toutes les nations » fondée en 1835, se développe un mouvement qu'on appellera le socialisme. À son apogée, vers 1840, celui-ci touche des dizaines de milliers d'ouvriers et d'artisans, galvanisés par l'attente et la préparation de la « communauté », avènement imminent d'un monde égalitaire et fraternel, dont le succès sera tel que, par contagion, il gagnera la planète.

- Fourier et Cabet

Le philosophe Charles Fourier et le député républicain Étienne Cabet manifestent chacun une formidable capacité d'invention et d'anticipation sociales, ce qui les fera qualifier d'« utopistes ». Un vrai paradoxe, si l'on songe qu'ils furent précisément soucieux de mettre leurs idées en application sans que cela dépende d'un bouleversement révolutionnaire préalable.

Charles Fourier (1772-1837), précurseur d'un socialisme coopératif n'est pas un révolutionnaire, détestant tout particulièrement la violence consubstantielle à cette Révolution qu'il rejette en bloc et l'austérité qu'elle entraîne. Selon lui, dès 1789 le mal est là qui a détruit les liens sociaux en voulant recomposer une révolution d'individus libres et égaux : la liberté n'est qu'un leurre et l'harmonie sociale qui résulte de la diversité est préférable à l'égalité.

Il critique l'« *anarchie industrielle* » due au morcellement de la propriété et au parasitisme commercial, source de tous les désordres de la « *civilisation* ». Une organisation communautaire conforme aux exigences de la nature doit permettre le passage à l'ère de « *l'industrie sociétaire, véridique et attrayante* ». Telle est la raison d'être de la phalange, établie dans un phalanstère, communauté essentiellement agricole de 1 620 hommes et femmes où se combinent les 810 caractères dénombrés par Fourier. On y travaille dans l'harmonie et le plaisir selon ses propres passions. Si les hiérarchies subsistent ainsi que l'inégalité des richesses, la salariat en est banni, chacun étant propriétaire de tout « *en participation* ». Ils « *s'isoleront volontairement du genre humain pour démontrer la possibilité d'une vie harmonieuse ; le travail y sera en majeure partie agricole. ... les séances de travail seront courtes, les travaux seront variés, ... les produits à distribuer seront divisés en 1200 parts, 600 réservées au travail, 400 au capital, 200 aux lumières et talents*⁷. » La généralisation de tels phalanstères créera un nouveau monde.

Des disciples, comme Victor Considérant, vont mettre en pratique ces idées, en se tenant comme l'avait voulu Fourier, à l'écart de la politique, et de toutes les conspirations des années 1830-1840.

Une quarantaine de colonies fouriéristes furent fondées aux États-Unis entre 1841 et 1844, d'autres au Mexique. Elles échouèrent presque partout.

En France de nombreuses coopératives de production et de consommation vont se créer en se référant à Fourier, certaines mêmes encore aujourd'hui.

Une institution créée en 1859 dans cet esprit a connu une certaine réussite : l'entreprise Godin avec son Familistère, dans laquelle les ouvriers permanents étaient propriétaires et touchaient des bénéfices.

Cabet, ancien membre du comité dirigeant de la Charbonnerie (société secrète anti-royaliste qui regroupera des dizaines de milliers de membres en 1822), puis procureur général en Corse, député de la Côte-d'Or en 1832, évolue peu à peu vers des positions radicales.

Il publie en 1840 le roman utopique *Voyage en Icarie*. Influencé par les utopistes antérieurs, Thomas More en particulier, par Rousseau, par Robespierre, par Owen, Cabet estime que l'égalité absolue et la fraternité conduisent naturellement au communisme des biens. La propriété abolie, le commerce supprimé, l'économie et l'éducation placées sous le contrôle de l'État, chacun recevant une rémunération selon ses besoins, tous les vices de la civilisation seront exterminés ; le progrès de l'industrie permettra l'abondance.

⁷ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 88

Pour l'installation du communisme, Cabet récuse l'emploi de la violence, confiant dans la seule force de la discussion et de l'exemple : « Du prosélytisme seulement et toujours du prosélytisme, écrit-il, jusqu'à ce que la masse adopte le principe de la communauté. »

Au lendemain de la révolution de 1848, à laquelle les cabétistes prennent une part active, Cabet rejoint ceux de ses disciples qui veulent fonder une nouvelle Icarie tout d'abord au Texas, puis en Illinois, à Nauvoo, une petite ville abandonnée par les mormons. Le passage de « l'Icarie écrite à l'Icarie pratiquée » (H. Desroche) et les essais de réalisation de « communautés partielles » (en opposition à la communauté globale, prônée par Cabet dans ses ouvrages) s'avèrent décevants.

Malgré les scissions et les échecs, les communautés icariennes survivront à leur inspirateur, la septième et dernière ne disparaissant qu'à la fin du XIX^e siècle.

Cabet n'est ni un prolétaire ni un agitateur. Docteur en droit, il a assumé des fonctions officielles et a été secrétaire du très bourgeois Dupont de l'Eure. Admirateur de la Révolution française, il écrit dans l'ouvrage qu'il consacre à celle-ci : « *Par démocratie [...] j'entends le système social et politique le plus favorable à la dignité et au perfectionnement de l'homme, à l'ordre public, au respect des lois et au bonheur de tous les citoyens, en lui donnant pour fondement l'éducation et le travail.* » Prônant la représentation au suffrage universel et préconisant l'éducation populaire, il apparaît comme « *un démocrate devenu communiste* ». Pour lui, le communisme « *est la réalisation la plus complète et la plus parfaite de la démocratie* » et le projet communiste qu'il propose tient plus de l'application d'utopies communautaires à la société entière que d'une réflexion approfondie et critique ou d'un projet révolutionnaire.

- Ateliéristes, Buchez

Buchez figure comme cabet parmi principaux animateurs de la Charbonnerie française. En 1825, il se déclare saint-simonien, avant de rompre en 1829 et de tenter de regrouper les dissidents afin de défendre la « véritable » doctrine de Saint-Simon.

Dès cette époque, Buchez consacre ses efforts à édifier une synthèse entre le christianisme, auquel il se convertira dix ans plus tard en devenant l'initiateur du mouvement social chrétien, le socialisme et les idéaux de la Révolution française.

En septembre 1840, Buchez fonde un journal, *L'Atelier*, « organe des intérêts moraux et matériels des ouvriers », qui paraît jusqu'en juillet 1850. Il y développe un plan de réforme de la société fondé sur l'association ouvrière.

Il tente de réaliser l'association ouvrière de production en s'opposant aux communistes de *La fraternité* et aux Fouriéristes⁸. Les partisans de *L'Atelier* « *identifient le bel idéal des communistes ou autres réformateurs aux turpitudes de la fainéantise, de l'orgie ou de la communauté des femmes, soit en définitive aux plaisirs des oisifs* »⁹. « *... dans l'ordre de la répartition, il faut opposer à ces communistes qui nient toute propriété et promettent une satisfaction optimale, des besoins de la propriété individuelle, la propriété individuelle des richesses consommables qui sont les fruits de leur travail : « le problème de la répartition peut donc se formuler ainsi : trouver une combinaison qui concilie, unisse et coordonne ces deux principes en apparence contradictoires :*

1° égalité dans la satisfaction de tous les besoins selon leur nature, leur quotité et leur intensité ;

2° Egalité pour chaque membre du corps social en la valeur productive et la valeur reçue »

*cette égalité n'est évidemment possible que par la possession collective des instruments de production qui libère le travail de la dîme prélevée par l'oisiveté. mais elle suppose qu'entre les deux ordres existe un principe d'égalité : celui de la rémunération du travail »*¹⁰.

« A chacun selon ses capacités et selon ses œuvres : pour les forts travailleurs le stimulant d'un enrichissement relatif, ...pour les travailleurs ordinaires, le stimulant de la faim quotidienne ; pour ceux qui voudraient satisfaire cette faim sans rien faire, la châtimement du travail forcé ; enfin pour ces faibles que la malignité communiste reproche aux nouveaux chrétiens d'abandonner à la sélection du marché, un travail

⁸ Rancière – la nuit des prolétaires – page 266

⁹ Rancière – la nuit des prolétaires – page 283

¹⁰ Rancière – la nuit des prolétaires – page 302

adapté à leurs capacités.....c'est autre chose qu'il esquisse, face au rêve mystique de l'association universelle : une république du mérite fondée moins sur les sublinités du dévouement ou l'universalité de la loi que sur le libre essor des capacités et l'émulation des novateurs et des ouvriers du progrès ; une république qui donnera sa chance à tous mais d'abord à ceux qui sauront s'aider eux-mêmes et protégera les associations moins comme embryons de la société du travail communautaire que comme avant garde de ce mouvement qui compte plus que le but et qui doit sans cesse révolutionner les conditions de la production et les relations entre les hommes »¹¹

Ces associations, qui sont des coopératives ouvrières de production formées sur la base d'un capital inaliénable et indissoluble, doivent, selon lui, en se propageant, permettre de rassembler un «*capital ouvrier*» global sur lequel la classe laborieuse pourra s'appuyer ; leur généralisation poserait les fondements d'une rénovation de la société par l'Associationnisme.

Mais ce plan n'a connu qu'une application très limitée, avec la création, en 1834, de l'Association des ouvriers bijoutiers en doré qui survivra jusqu'en 1873.

Après la révolution de février 1848, à laquelle il ne prend pas part, et l'instauration de la République, Garnier-Pagès le choisit comme adjoint à la mairie de Paris. Buchez s'occupe alors activement de la garde nationale et de la mise sur pied des Ateliers nationaux. Pendant les journées de juin 1848, ulcéré par les luttes fratricides entre l'armée et la garde nationale commandée par le général Cavaignac, ministre de la guerre, et les ouvriers, il refuse de porter les armes et, s'il monte sur les barricades, c'est pour soigner les blessés.

En 1849, Buchez devient président de la Constituante, un de ses disciples, Corbon, demande un crédit de 3 millions pour les associations ouvrières.

L'assemblée nationale vote à l'unanimité et sans discussion le 5 juillet 1848 ce crédit destiné à encourager les associations ouvrières. Ce vote donne satisfaction à la «*fraction ouvrière qui, dans les combats de rue comme dans les débats à l'assemblée, a opposé l'ordre républicain aux partisans de la république rouge ... il y a bien là de quoi encourager 1000 à 2000 ouvriers dans la voie de l'association*»¹².

Un «*Conseil d'encouragement aux associations ouvrières* » décide de l'attribution des sommes, en sont membres deux ateliéristes (du journal l'atelier de Buchez).

«*A la première séance, le président Corbon demande « qu'il soit bien entendu que les avances ne seront faites qu'aux ouvriers qui auront fait à leurs risques et périls de véritables efforts pour entrer dans la voie de l'association »*¹³ et des inspecteurs contrôlent le fonctionnement des associations, font des rapports.

Louis Blanc défendait également la formation de coopératives avec des fonds provenant de l'état et un contrôle de celui-ci.

Des coopératives sont ainsi fondées (ferblantiers, lampistes) qui survivront à la Révolution.

La réalité des associations réellement existantes : des fonctionnements très divers

Les associations existent à partir des années 1830-1840, puis se développent après 1848.

Très rarement l'association a pour objectif de faire plier les patrons sur le prix de tâche, même s'il y a quelques exemples.

Exemples de projets ¹⁴

¹¹ Rancière – la nuit des prolétaires – page 306 et s

¹² Rancière – la nuit des prolétaires – page 316

¹³ Rancière – la nuit des prolétaires – page 317

¹⁴ Rancière – la nuit des prolétaires – page 318

- ouvriers peintres « dont les délégués ont déjà discuté et approuvé le plan d'organisation du travail inspiré d'un projet de 1838 et rédigé par un vétéran des doctrines d'association ... saint simonien de 1831 et rédacteur en 1840 du *Nouveau monde* fourriériste. Parti d'un projet d'organisation de toute la corporation, généralisable à tous les corps d'état, il a réduit son ambition à une association de 100 membres qui en forme l'embryon ...élection de tous les chefs, tirage au sort ..qui permette...un nombre égal de jours de travail, partage des bénéfices en quatre parts : l'une pour l'amortissement, la seconde pour les secours aux malades et aux vieillards, la troisième à partager entre les membres et la dernière à un fonds de réserve.. »
- ouvriers porcelainiers de Limoges, profondément travaillés par le socialisme, qui prévoient boucherie et boulangerie coopératives, jardins pour la culture des légumes, instituteur pour les enfants ...
- un tailleur bordelais, avec 5 maîtres et plus de 100 associés qui prévoient une organisation du travail couplée à une organisation de l'habitat, une éducation gratuite des enfants ...
- réunion de 2000 tailleurs venus d'un peu partout, organisés dans « l'association fraternelle des tailleurs », dans les locaux d'une ancienne prison , qui fabriquent les uniformes de la garde nationale, sans chefs, un salaire identique pour tous, la porte ouverte à qui veut venir (dans la salle un portrait de Barbes à coté d'une image de jésus et d'un orphelin recueilli par l'association)
- tourneurs en chaises, qui après avoir rêvé d'unir toute la profession, se sont unis à 15 avec un capital de 313 francs à l'automne 1848...
- les ferblantiers en janvier 1849 avec 400 francs de matériel ...
- les facteurs de pianos... deux mois sans travail,...
- les tailleurs de lime (le trésorier, Montagne, est un ancien conspirateur et ancien icarien)qui veulent leur indépendance « cette sorte de réhabilitation intellectuelle et morale qui doivent relever le salarié au niveau des autres citoyens ... il n'y a plus d'ouvrier qui ne sache lire, écrire, calculer. Une sorte de point d'honneur règne parmi eux, c'est de connaître l'histoire de France »¹⁵ ...
- l'association des bijoutiers en doré, créée en 1834 sous l'impulsion de Buchez, où l'on fait 1h30 de lectures évangéliques le lundi matin avant l'AG pour discuter des mesures à prendre¹⁶...

Quels problèmes ?

Dans les associations, il y a des règles morales souvent « fortes »(dans l'association des bijoutiers en doré, les candidats à l'admission doivent solennellement affirmer leur attachement aux principes catholiques¹⁷), des règlements intérieurs, des sanctions pour les fautes (amendes, parfois jusqu'à l'exclusion), pas seulement chez les bucheziens .

Par exemple chez les tailleurs de limes, suspension de deux femmes pour querelle dans l'atelier, amende d'un franc pour bruit dans l'atelier, réprimande pour propos de nature à nuire à la société, blâme à deux contremaîtres pour défaut de surveillance, avant que soit décidée en 1850 la suppression des amendes¹⁸. Beaucoup de remarques des inspecteurs sur le manque de discipline intérieure...

Parfois deux statuts, les sociétaires et les auxiliaires qui n'ont pas les mêmes droits.

Il y a des associations dans lesquelles on trouve 200, 300 auxiliaires, et comme le dit Perrachon, il y a des associés qui « manient la truelle ».

De ce point de vue, les associations « libres » ont cet avantage sur les « subventionnées, qu'elles peuvent embaucher comme elles veulent des auxiliaires, les autres sont « ligotées par l'article 25celui-ci les a obligées à recruter soit de nouveaux associés, soit des collaborateurs intéressés aux bénéfices..¹⁹»

¹⁵ Rancière – la nuit des prolétaires – page 329

¹⁶ Rancière – la nuit des prolétaires – page 314

¹⁷ Rancière – la nuit des prolétaires – page 335

¹⁸ Rancière – la nuit des prolétaires – page 336 et 338

¹⁹ Rancière – la nuit des prolétaires – page 349

Cf la « fraternelle association des facteurs de pianos » adopte en 1852 de nouveaux statuts dans lesquels ils refusent par 15 contre 10 le partage égal de leurs bénéfices, mais décident que les bénéfices réalisés sur les auxiliaires sont également répartis entre tous les sociétaires²⁰. Cf association des tailleurs²¹.

Le gérant a une autonomie très variable, du statut d'un sociétaire à celui d'un directeur révocable
Cf les administrateurs de la verrerie d'Anzin, qui luttent contre les associés qui arrivent tard, partent tôt, refusent certains travaux, les licenciements et finissent par avoir raison de ces associés récalcitrants « *en violant les statuts. Nous avons pris la haute main, avons dominé, commandé, nous nous sommes fait haïr* », comme le dit le sous préfet « *ils se sont faits patrons, et à l'exploitation de l'homme par l'homme ils ont substitué l'exploitation de l'ouvrier par une petite oligarchie subventionnée* »²²

La durée travail est souvent très longue : cf rapport du 24 octobre 1850 des tailleurs de limes, la première entreprise de cette activité à Paris durant plusieurs années, qui note qu'à la suite de la pleine activité de l'association la durée du travail a été portée à 15 heures, elle.

« ...l'ordre et l'harmonie décroissent en fonction des résultats commerciaux.. »²³

Certaines vivent longtemps, résistent, maintiennent leur petite « république », comme celle des tourneurs en chaises qui devant la commission d'enquête de 1865 déclarent : « *Nous sommes des ouvriers laborieux, vivant en famille prenant au sérieux le principe et les intérêts de l'association, et rien n'est plus propre à développer l'intelligence de l'ouvrier lequel se sent libre et assuré de son travail, parce qu'il n'est plus sous la préoccupation d'être congédié à tout instant comme chez un patron. On invente des procédés de travail, on cherche des nouveaux modèles, la clientèle est très satisfaite de nos produits* »²⁴

Le capital investi dans l'association est celui que peuvent mettre des ouvriers pauvres : obligatoirement limité, et on ne peut donc créer que des structures limitées.

L'association est complètement imbriquée dans les contradictions globales du système, elle est en compétition avec les entreprises capitalistes, ce qui a des conséquences sur les conditions durée travail, le niveau de salaire,...

Il y a souvent exploitation du travail des auxiliaires.

Les proudhoniens critiquent ce type d'associations pour une autre raison : les bénéfices sont faits aussi sur le prix de vente ...à des prolétaires (exemple tailleurs)²⁵.

Cf tailleur Whary démissionnaire de l'association des tailleurs, car le bénéfice est fait sur le travail des « sœurs couturières » et le prix de vente aux « frères prolétaires »

Il écrit en 1850 : « *car si l'on fait bénéfice, de deux choses l'une, ou le producteur n'aura pas été assez payé ou le consommateur aura payé trop cher... et quelle est ordinairement la condition du consommateur qui se fournit chez vous ? La condition du prolétaire...* »

Est créé une contre association « libre, fraternelle, égalitaire » d'ouvriers tailleurs à l'enseigne de la *Réciprocité*. Pour sortir du cercle où on exploite les prolétaires pour les émanciper, le système mis en place « *abandonne tous les moyens de relation économique employés jusqu'à présent* », les associés « *appellent les consommateurs eux-mêmes à leur faire des avances, à les créditer, les commanditer par des bons de consommation toujours remboursables en produits* », c'est un « *monde d'échange opposé à l'univers du Dieu producteur et consommateur* »²⁶.

²⁰ Rancière – la nuit des prolétaires – page 350

²¹ Rancière – la nuit des prolétaires – page 351

²² Rancière – la nuit des prolétaires – page 347

²³ Rancière – la nuit des prolétaires – page 334

²⁴ Rancière – la nuit des prolétaires – page 349

²⁵ Rancière – la nuit des prolétaires – page 351 et sd

²⁶ Rancière – la nuit des prolétaires – page 352

- **Proudhon**

Ouvrier d'origine et autodidacte, une des références importantes d'une partie du courant anarchiste, il va avoir une grande importance en France au milieu du XIX^e siècle au sein des militants ouvriers agissant pour une société socialiste, puis des militants de la première internationale.

Il développe ses idées entre 1841 et 1842 dans trois ouvrages, *Qu'est-ce que la propriété?* (1841), *Lettres à Blanqui sur la propriété* (1841), *Lettres à Victor Considérant*(1842).

C'est dans le premier qu'il lance la formule fameuse : *La propriété, c'est le vol.* « Il va démontrer péremptoirement, non seulement que la propriété est injuste, mais qu'elle est impossible...dans tout objet produit, la société a sa part...Si donc la propriété peut être représentée comme une espèce de vol, c'est d'abord qu'elle implique une appropriation individuelle des bénéfices d'un travail en commun....toute production étant nécessairement collective, tout capital accumulé est une propriété sociale²⁷ ».

Sa condamnation de la propriété ne concerne qu'une de ses formes, la propriété capitaliste privée, fondée sur l'exploitation du petit producteur par le grand capitaliste. S'il réclame la suppression de la propriété capitaliste, c'est un adversaire du communisme, il voit dans la conservation et la consolidation de la propriété privée du paysan et de l'artisan le moyen d'arriver à leur prospérité.

« La première chose qui m'ait tenu en garde contre l'utopie communiste, mais dont les partisans plus ou moins accusés de cette utopie ne se doutent pas, c'est que la communauté est une des catégories de l'économie politique, de cette prétendue science que le socialisme a pour mission de combattre, et que j'ai défini la description des routines propriétaires. Comme la propriété est le monopole élevé à sa deuxième puissance, ainsi la communauté n'est autre chose que l'exaltation de l'État, la glorification de la police. Et de même que l'État s'est posé, à la cinquième époque, en réaction au monopole; tout de même, à la phase où nous sommes parvenus, le communisme apparaît pour faire échec à la propriété.

Le communisme reproduit donc, mais sur un plan inverse, toutes les contradictions de l'économie politique. Son secret consiste à substituer l'homme collectif à l'individu dans chacune des fonctions sociales, production, échange, consommation, éducation, famille. Et comme cette nouvelle évolution ne concilie et ne résout toujours rien, elle aboutit fatalement, aussi bien que les précédentes, à l'iniquité et à la misère.²⁸ »

L'amélioration de la situation de l'ouvrier ne vient pas pour lui de la grève ou de la lutte économique, mais de la transformation de l'ouvrier en propriétaire, en producteur indépendant. Il défend le « mutuellisme », le « contrat social ».

- Le contrat social est un contrat libre entre citoyens (synallagmatique), sans intervention extérieure²⁹ ...

« Le contrat est donc essentiellement synallagmatique : il n'impose d'obligation aux contractants que celle qui résulte de leur promesse personnelle de tradition réciproque ; il n'est soumis à aucune autorité extérieure ; il fait seul la loi commune des parties ; il n'attend son exécution que de leur un même intérêt ?

.....

Le contrat social est l'acte suprême par lequel chaque citoyen engage à la société son amour, son intelligence, son travail, ses services, ses produits, ses biens ; en retour de l'affection, des idées, travaux, produits, services et biens de ses semblables : la mesure du droit pour chacun étant déterminée toujours par l'importance de son apport, et le recouvrement exigible au fur et à mesure des livraisons.

.....

Ainsi, le contrat social doit embrasser l'universalité des citoyens, de leurs intérêts et de leurs rapports. Si un seul homme était exclu du contrat, si un seul des intérêts sur lesquels les membres de la nation, êtres

²⁷ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 91

²⁸ Page 147 « Philosophie de la misère »

²⁹ mutuellisme pages 11, 12, 15

intelligents, industriels, sensibles, sont appelés à traiter, était omis, le contrat serait plus ou moins relatif et spécial ; il ne serait pas social.

Le contrat social doit être librement débattu, individuellement consenti, signé, manu propria, par tous ceux qui y participent.

La vraie mutualité, nous l'avons dit, est celle qui donne, promet et assure service pour service, valeur pour valeur, crédit pour crédit, garantie pour garantie ; qui, substituant partout un droit rigoureux à une charité languissante, la certitude du contrat à l'arbitraire des échanges, écartant toute velléité, toute possibilité d'agiotage, réduisant à sa plus simple expression tout élément aléatoire, rendant le risque commun, tend systématiquement à organiser le principe même de la justice en une série de devoirs positifs, et pour ainsi dire de gages matériels... »

- la concurrence est nécessaire, il faut agir sur les rapports d'échange

« Tel est donc le système que nous proposons. Au lieu de prendre la société par la tête, comme faisait M. Louis Blanc, ou par la base comme fait la propriété, il faut l'attaquer par son milieu ; agir directement, non point sur l'atelier, le travail, ce qui est agir toujours sur la liberté, la chose du monde qui souffre le moins qu'on y touche ; mais sur la circulation et les rapports d'échange, de manière à atteindre indirectement, et par voie d'influence, le travail et l'atelier.

En un mot, au lieu d'agrandir la sphère d'action du Gouvernement et de restreindre la liberté, il faut changer le milieu où ils se meuvent, ce qui sera changer la loi de leurs rapports et de leurs mouvements.

.....
C'est ce que nous avons appelé, par opposition à l'organisation du travail, organisation du crédit et de la circulation. Car, comme dans l'être vivant la circulation est fonction maîtresse, et l'appareil circulatoire le premier formé ; ainsi la révolution économique doit commencer par la circulation et l'échange, et abandonner à la liberté individuelle, restaurée, le travail et l'atelier. Ajoutons, enfin, qu'autant il y a peu de spontanéité dans l'organisation du travail par l'État, autant il y a de spontanéité dans l'organisation du crédit par le concours de tous les citoyens, qu'il suffit d'avertir de ce qu'ils ont à faire pour que la réforme s'opère, par leurs soins, librement...³⁰ ».

- l'action collective des travailleurs et la lutte entre les classes est critiquée

Il ne prévoit jamais l'organisation des opprimés, n'a jamais participé à aucune organisation que ce soit, à aucun moment l'action collective des travailleurs n'est comprise comme la construction d'un rapport de force pour changer la société.

« Le rapport du travail et du privilège est donc un rapport de la femelle au mâle, de l'épouse à l'époux. Chez tous les peuples, l'adultère de la femme a toujours paru plus répréhensible que celui de l'homme; il a été soumis en conséquence à des peines plus rigoureuses. Ceux qui, s'arrêtant à l'atrocité des formes, oublient le principe et ne voient que la barbarie exercée envers le sexe, sont des politiciens de romans dignes de figurer dans les récits de l'auteur de Lélia. Toute indiscipline des ouvriers est assimilable à l'adultère commis par la femme. N'est-il pas évident alors que, si la même faveur de la part des tribunaux accueillait la plainte de l'ouvrier et celle du maître, le lien hiérarchique, hors duquel l'humanité ne peut vivre, serait rompu, et toute l'économie de la société ruinée ?

Jugez-en d'ailleurs, par les faits. Comparez la physionomie d'une grève d'ouvriers avec la marche d'une coalition d'entrepreneurs. Là, défiance du bon droit, agitation, turbulence, au dehors cris et frémissements, au dedans terreur, esprit de soumission et désir de la paix. Ici, au contraire, résolution calculée, sentiment de la force, certitude du succès, sang-froid dans l'exécution. Où donc se trouve, à votre avis, la puissance ? où le principe organique ? où la vie ? Sans doute la société doit à tous assistance et protection : je ne plaide point ici la cause des oppresseurs de l'humanité; que la vengeance du ciel les écrase ! Mais il faut que l'éducation

³⁰ Tome VI œuvres complètes Banque d'échange., p. 173.

du prolétaire s'accomplisse. Le prolétaire, c'est Hercule arrivant à l'immortalité par le travail et la vertu : mais que ferait Hercule sans la persécution d'Eurystée ?»³¹

-le refus de tout système

Pour Proudhon dans la révolution française, le pire c'est 1793, l'Etat contre les libérés

Il souhaite un équilibre de justice respectueux des individualités, et finit par expliquer en 1847 que la « *clef de la révolution est dans la science économique permettant d'organiser le crédit gratuit et l'échange égal* »³².

Proudhon ne participe pas aux actions de rues de la révolution de 1848, il est élu député en juin.

« ... *c'était sur l'organisation du crédit et de la circulation qu'il comptait pour résoudre pacifiquement le problème du paupérisme. Devant l'assemblée législative, il préconisa un projet d'impôt sur les revenus qui fut combattu par Thiers. En 1849 (1849 ?), il lança le projet d'une banque du peuple, au capital de 5 millions en actions de 5 francs. Elle permettait de fournir gratuitement du crédit aux groupements de travailleurs. La banque échoua, Proudhon, pour outrage au Prince-Président, fut mis en prison* »³³.

Lorsqu'en 1863 des ouvriers proudhoniens, à l'initiative d'Henri Tolain, prennent l'initiative de candidatures ouvrières aux élections complémentaires de février 1864 avec un manifeste ratifié par soixante ouvriers et prolétaires, dont Lefort, le monteur en bronze Perrachon, le passementier Limousin et Zéphyrin Camelinat, la réaction de Proudhon est hésitante.

Le Manifeste des Soixante proclamait ainsi que « *l'égalité inscrite dans la loi n'est pas dans les mœurs et qu'elle est encore à réaliser dans les faits* », en assurant que les ouvriers constituent « *une classe spéciale de citoyens ayant besoin d'une représentation directe* ». La volonté était, dans une optique de continuité de la Révolution qui n'avait profité qu'aux bourgeois, de donner une autonomie à la classe ouvrière, articulée avec la construction d'une identité collective.

« *On a répété à satiété : il n'y a plus de classes depuis 1789 ; tous les Français sont égaux devant la loi, mais nous n'avons d'autre propriété que nos bras, nous qui subissons tous les jours les conditions illégitimes et arbitraires du capital, nous qui vivons sous des lois exceptionnelles telles que les lois sur les coalitions et l'article 1781, qui porte atteinte à notre intérêt en même temps qu'à notre dignité, il nous est difficile de croire à cette affirmation.* »

Le manifeste dresse ensuite un programme de revendications immédiates:

- 1- l'abrogation de l'article 1781 du Code civil, ainsi rédigé: "*Le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages, pour le paiement des salaires de l'année et pour les acomptes donnés pour l'année courante*"
- 2- l'abolition de la loi sur les coalitions (*elle interdit la grève*)
- 3- la création de chambres syndicales
- 4- l'élargissement de la compétence des sociétés de secours mutuels
- 5- la réglementation du travail des femmes
- 6- la réforme de l'apprentissage
- 7- l'instruction primaire et professionnelle gratuite

Pour beaucoup d'auteurs, et par exemple Marx, ce manifeste constitua « *la première charte de classe d'un mouvement ouvrier français en voie de devenir adulte* », même si « *dans sa partie théorique, dans sa critique du régime bourgeois, ce manifeste est entièrement dans l'esprit du proudhonisme. Mais, en même temps il s'écarte du programme politique du maître, préconise la formation d'une organisation politique spéciale des ouvriers et demande qu'on pose la candidature des ouvriers au parlement afin de pouvoir y défendre les intérêts du prolétariat* ».³⁴

³¹ Page 172 « Philosophie de la misère »

³² Elie Halevy histoire du socialisme européen page 92

³³ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 95

³⁴ D Riazanov Marx et Engels page 144

Proudhon fini par approuver le Manifeste des soixante et écrivit à ce sujet un livre « Des capacités politiques de la classe ouvrière », il y reconnaît le droit d'avoir une organisation de classe indépendante.. approuve le programme...mais n'en persiste pas moins à leur recommander l'abstention aux élections devant l'illusion du parlementarisme ouvrier : il pense inutile et dangereuse l'action politique.

Résumé

Le socialisme proudhonien, est hostile à toute action révolutionnaire (celle qui jaillit de la lutte des classes elle-même), à tout mouvement social, à tout objectif collectif réalisable par des moyens politiques (comme, par exemple, la diminution légale de la durée de la journée de travail); et cela sous prétexte de liberté, d'antigouvernementalisme ou d'individualisme antiautoritaire.

Sa doctrine est pacifique, adaptée au mouvement ouvrier légal, il s'efforce d'inscrire la défense de l'autonomie individuelle dans le cadre de la réalité sociale, en luttant contre le pouvoir oppresseur et démoralisant du capital.

Afin d'évincer le capital de la vie sociale et économique, il propose la suppression du numéraire et la gratuité du crédit. L'argent serait remplacé par des billets de crédit gagés sur des produits dont la valeur est fonction du travail qu'ils représentent, le crédit et l'escompte seront confiés à une société mutuelle de crédit dont les membres s'entraident, se rendent mutuellement des services, d'où le nom de mutuellisme.

En résumé, entraide, renonciation aux grèves, légalisation des sociétés ouvrières, crédit gratuit, renonciation à la lutte politique directe, amélioration de la situation des travailleurs par la seule lutte économique, qui de fait n'est pas dirigée contre la société capitaliste

Comme l'explique Engels, à propos du plan de Karl Grün, très lié à Proudhon :

« Qu'y voyons nous ? Ni plus ni moins que les « bazars du travail » connus déjà depuis si longtemps en Angleterre, les associations d'artisans, de différents professions, associations qui ont déjà maintes fois fait faillite, un grand entrepôt ; tous les produits fournis aux membres des associations sont estimés d'après le coût de la matière première et la somme de travail dépensée à leur confection et sont payés par d'autres produits estimés selon la même méthode. Toute la quantité de produits dépassant les besoins de l'association est vendue sur le marché et la recette va au profit des producteurs. Ainsi le malin Proudhon croit supprimer le profit réalisé par l'intermédiaire commercial ³⁵»

- En France, les souvenirs de la révolution de 1848, que la bourgeoisie avait accaparée à son profit et qui s'était terminée en juin par le massacre des ouvriers de Paris, sont encore vivants. Les ouvriers français ont tendance à se méfier de la politique et se sont cantonnés dans des préoccupations professionnelles, aussi en raison des mesures de coercition prises par le second Empire. L'influence de Proudhon, partisan de l'organisation « mutuelliste », n'est pas non plus étrangère à cette orientation.

À la fin des années cinquante, un mouvement se dessine en faveur des associations ouvrières dont on parle à nouveau sous le nom de coopératives. Plusieurs banques se créent pour les financer et l'une d'elles est subventionnée par l'empereur. Le « *Crédit du travail* » créé en 1863 par deux hommes, dont un ancien fouriériste, regroupe quelques milliers d'adhérents et se trouve à « *la confluence de toutes les tendances du mouvement social : Internationaux, coopérateurs, partisans des sociétés mutualistes ou des chambres syndicales ouvrières, opposants républicains...* »³⁶

La loi de 1867 sur les sociétés leur donne un cadre juridique approprié.

Il y a des coopératives de production et des coopératives de consommation, des restaurants.

Proudhon protestait contre ce socialisme étatiste soit-disant démocratique.

³⁵ cité par D Riazanov Marx et Engels page 81

³⁶ Michel Cordillot Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné p 44

- Lassalle en Allemagne

Arrêté en novembre 1848 à Düsseldorf et condamné à la prison à la suite de manifestations contre la dissolution du parlement de Francfort, il fait la connaissance de Marx, incarcéré comme lui. Il sera membre de la Ligue Communiste. Leur amitié durera jusqu'en 1862, et il aidera matériellement Marx lorsque celui-ci sera dans la misère à Londres. Pourtant, dès 1859, des désaccords naissent entre eux à propos de la politique extérieure de la Prusse. Son patriotisme s'alimente à une conception de l'État comme représentant de la nation tout entière, un État au-dessus des classes sociales.

En 1862, Lassalle développe à Berlin, au cours d'un meeting, son « programme ouvrier » : il y propose la conquête pacifique du pouvoir d'État par le suffrage universel.

Lassalle voyait dans les associations le moyen de construire le socialisme, et en corollaire, il voyait comme inutile l'organisation des syndicats.

Il définit aussi sa célèbre « loi d'airain des salaires » : le salaire perçu par l'ouvrier se borne dans le système capitaliste à une valeur minimale, équivalente à ce qui lui est indispensable pour assurer sa subsistance, à la survie et il décline inexorablement avec le progrès technique.

Elle sera combattue par Marx comme une aberration économique :

« Depuis la mort de Lassalle, notre Parti s'est ouvert à cette vue scientifique selon laquelle le salaire du travail n'est pas ce qu'il paraît être, à savoir la valeur (ou le prix) du travail, mais seulement une forme déguisée de la valeur (ou du prix) de la force de travail. Ainsi, une fois pour toutes, était mise, au rebut, la vieille conception bourgeoise du salaire en même temps que toute la critique dirigée jusqu'ici contre elle, et il était clairement établi que l'ouvrier salarié n'est autorisé à travailler pour assurer sa propre existence, autrement dit à exister, qu'autant qu'il travaille gratuitement un certain temps pour les capitalistes (et par suite pour ceux qui, avec ces derniers, vivent de la plus-value); que tout le système de la production capitaliste vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la journée de travail ou par le développement de la productivité, c'est-à-dire par une plus grande tension de la force de travail, etc.; que le système du travail salarié est, par conséquent, un système d'esclavage et, à vrai dire, un esclavage d'autant plus dur que se développent les forces sociales productives du travail, quel que soit le salaire, bon ou mauvais, que reçoit l'ouvrier. Et maintenant que cette vue pénètre de plus en plus notre Parti, on revient aux dogmes de Lassalle, alors qu'on devrait savoir que Lassalle ignorait ce qu'est le salaire et qu'il prenait, à la suite des économistes bourgeois, l'apparence pour la chose elle-même.

C'est comme si, dans une révolte d'esclaves qui auraient enfin pénétré le secret de l'esclavage, un esclave empêtré dans des conceptions surannées inscrivait au programme de la révolte : l'esclavage doit être aboli parce que, dans le système de l'esclavage, l'entretien des esclaves ne saurait dépasser un certain maximum peu élevé ! »³⁷

Le 23 mai 1863, est fondée l'Allgemeiner deutscher Arbeiterverein ADAV, (*Union générale allemande des travailleurs*) dont Lassalle assume la présidence : c'est le premier parti socialiste d'Europe.

Son programme affirme l'autonomie du prolétariat face à la bourgeoisie, la nécessité du suffrage universel (*« immédiatement après la conquête du suffrage universel, les ouvriers obtiendraient au Parlement presque 90% des sièges³⁸ »*), la création avec l'aide de l'État de coopératives de production, comme moyen de mettre progressivement la main sur les moyens sociaux de production, oubliant qu'il fallait pour cela s'emparer du pouvoir politique, afin de réaliser la révolution.

Lorsque Lassalle disparaît en 1864 à la suite d'un duel provoqué par une rivalité sentimentale, le développement de son parti est encore limité. Mais l'empreinte de ses idées sera profonde sur le mouvement socialiste allemand. **D'autre part, l'organisation centralisée et autoritaire du parti exerce une incontestable influence sur Marx lorsque celui-ci aborde la question de l'organisation du prolétariat. Cependant, les disciples allemands de Marx dénonceront violemment les aspects antidémocratiques et prussophiles du lassallianisme.**

³⁷ Marx 1875 « Gloses marginales au programme du Parti Ouvrier allemand »

³⁸ D Riazanov « Marx et Engels » page 128

En 1867, sur des bases tout à fait différentes, était créée par Wilhelm Liebknecht (qui a démissionné de l'organisation de Lasalle) et August Bebel l'« Union des associations de travailleurs allemands », qui se déclare solidaire du programme de la Ire Internationale lors de son Congrès de Nuremberg en 1868. Elle se transforme en 1869 en Parti social-démocrate des travailleurs allemands, d'inspiration marxiste, au congrès d'Eisenach.

Les deux dirigeants se solidarisent avec les insurgés de la Commune de Paris, et inculpés de haute trahison, ils sont condamnés, mais leur éloquence fait de leur procès une tribune pour la diffusion des idées socialistes.

Leur courant fusionnera avec les Lassalliens en 1875 dans une organisation qui prendra le nom de SPD en 1890.

Les débats dans la 1^{ère} internationale

L'adresse des Français à la réunion de création de l'AIT en 1864 fut lue par Tolain :

« Progrès universel, division du travail, liberté du commerce, voilà les trois facteurs qui doivent fixer notre attention, car ils sont de nature à transformer radicalement la vie économique de la société. Contraints par la force des choses et les besoins du temps, les capitalistes ont formé de puissantes unions financières et industrielles. Si nous ne prenons pas de mesures de défense, nous serons impitoyablement écrasés. Nous, ouvriers de tous les pays, nous devons nous unir et opposer une barrière infranchissable à l'ordre de choses existant, qui menace de diviser l'humanité en une masse d'hommes affamés et furieux d'une part et, de l'autre, en une oligarchie de rois de la finance et de bonzes repus. Aidons-nous les uns les autres pour atteindre notre but. »

Premier congrès 3-8 septembre 1866 congrès à Genève

La bataille principale se déroula entre les proudhoniens qui « donnent le ton » et le conseil général (Eccarius et les délégués anglais, Marx n'était pas là).

Les proudhoniens français, menés par Tolain, y défendent :

- le refus du travail de la femme (à l'exception de quelques uns dont Varlin),
- le refus de la limitation légale de la durée du travail,
- l'idée de l'émancipation ouvrière par la généralisation des organismes « mutuellistes » (caisses de secours, coopératives, etc.). L'objectif principal ne serait pas de détruire la société mais de l'aménager. Ils proposaient la conclusion d'accords entre les différentes coopératives, l'organisation du crédit gratuit, etc ...

La réponse du conseil général écrite par Marx est qu'il faut préférer les coopératives de production aux coopératives de consommation, tout en affirmant :

« Mais ce n'est pas des coopératives, quelles qu'elles soient que l'on peut attendre la suppression du régime capitaliste. Pour cela, il faut des changements vastes, radicaux, s'étendant à la société toute entière. De tels changements ne sont possibles que par l'intermédiaire d'une force sociale organisée, le pouvoir étatique, qui doit passer des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers à celles de la classe ouvrière³⁹ ».

Mais le congrès adopta seulement une résolution prudente, qui ne tranchait pas la question, en recommandant l'étude de la question du crédit et de l'unification de toutes les sociétés ouvrières de crédit.

Devant l'échec du mutuellisme à la fin des années 1860 et compte tenu de la forte hausse du nombre des grèves, le débat entre action révolutionnaire ou réformisme constructif se trouve petit à petit tranché en pratique.

³⁹ Marx cité par D Riazanov « Marx et Engels » page 176

Second congrès 2-8 septembre 1868 à Lausanne

La prééminence française commence à s'éémousser, car les idées qu'ils défendent ne correspondent pas à l'évolution du mouvement ouvrier, y compris et surtout en France.

Troisième congrès 6-13 septembre 1868 à Bruxelles

Le renforcement de l'internationale, son implication dans les grèves ouvrières a des traductions politiques.

Pour la première fois, le point de vue du socialisme, ou comme on disait alors, du collectivisme, triompha contre les français. La coopération ouvrière est désormais vue non plus comme un moyen, mais comme la préfiguration de la société socialiste émancipée. On reconnut, sur proposition des belges, la nécessité de socialiser les moyens de transport et de communication, des mines et des carrières ainsi que le sol, au « désespoir » du dernier groupe de proudhoniens français.

Mais cette résolution ne fut adoptée dans sa forme définitive qu'au congrès suivant, le quatrième tenu à Bâle en 1869

Cette fois, les partisans de l'appropriation collective des moyens de production par la classe ouvrière, contre le rêve du retour à leur propriété individuelle sont clairement majoritaires ; 54 pour, 4 contre et 13 abstentions : les proudhoniens subissent une défaite complète.

2) Le syndicalisme et la grève comme moyen d'action

- Le syndicalisme est interdit dans tous les pays à l'exception de la Grande Bretagne, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'organisations ouvrières : associations, mutuelles, confréries, etc ...

Les sociétés de secours mutuels garantissent à leurs membres une protection sociale, par exemple des prestations en cas de maladie, d'accident ou de décès, voire des prestations de retraite. Elles fonctionnent parfois comme bureau de placement. Le nombre d'adhérents est variable. De fait ils jouent, en l'absence de structures légales, le rôle d'organisation syndicale.

- En France

Flora Tristan

La première à proposer l'organisation des travailleurs est Flora Tristan, enfant naturelle d'un aristocrate, qui vivra toute sa vie dans la misère, comme ouvrière coloriste, caissière, femme au pair ... (1803-1844). C'est de son expérience de paria que Flora Tristan a puisé la substance de son œuvre et de sa pensée.

Elle commence par s'initier au Saint-Simonisme, puis rencontre Fourier dont elle s'écarte : utopiste mais soucieuse de la mise en pratique, elle sera aussi proche de Robert Owen, y compris comme militant pour le rétablissement du divorce ou l'abolition de la peine de mort. Elle étudie sur place le mouvement ouvrier anglais⁴⁰.

En 1843, Flora Tristan décide de publier L'Union ouvrière, l'œuvre de sa vie.

Flora Tristan montre que le temps de la division en corporations de métiers et des conspirations armées est fini. Les ouvriers doivent s'unir ouvertement « *contre la propriété et pour le droit au travail* » et s'affirmer comme une classe par-delà les sexes, les métiers et les frontières, en faisant construire, signe de ces temps utopistes, des Palais ouvriers - sortes de Bourses du travail pour l'étude, l'action, l'épanouissement des opprimés des deux sexes - car « *la loi qui asservit la femme et la prive d'instruction, vous opprime, vous, hommes prolétaires* ».

Cinq ans avant le Manifeste du parti communiste, elle y affirme la nécessité de « *l'union universelle des ouvriers et ouvrières [...] qui aurait pour but de constituer la classe ouvrière* ». « *Ouvriers, ouvrières, comptez-vous ; pris un à un, vous n'êtes rien qu'un grain de poussière broyé sous la grande roue. Mais assemblez-vous, unissez-vous. Vous êtes cinq millions et cinq millions c'est une force* ».

Alors qu'elle effectue une tournée de conférences à travers la France, elle meurt à Bordeaux, épuisée, traquée par la police, en défendant ces idées auprès d'ouvriers de différentes villes, vivant de souscriptions qui ont servi aussi à payer l'édition du livre. Parmi ses donateurs : George Sand, Victor Schœlcher, Lamartine, Louis Blanc, des artistes, des bienfaiteurs et beaucoup d'ouvrières et d'ouvriers...

Elle défend également l'émancipation de la femme, à partir de sa propre expérience. Son mari, qu'elle a quitté avec ses enfants parce qu'il la battait et voulait la prostituer, a tenté de l'abattre à coups de revolver, il sera condamné à vingt ans de travaux forcés.

En Angleterre où elle est au pair, elle découvre Mary Wollstonecraft, femme libre, contemporaine de la Révolution française, qui a écrit : « *J'espère que les femmes m'excuseront si je les traite comme des êtres rationnels au lieu de les entretenir de leurs grâces enchanteresses, comme si elles étaient dans un état perpétuel d'enfance, incapables d'agir pour elles-mêmes. [...] Je désire les persuader de la nécessité de développer leurs forces intellectuelles et physiques. [...] Je désire montrer que le premier objet d'une ambition louable doit être pour tous, sans distinction de sexe, d'être utile à ses semblables.* »

⁴⁰ voir son livre, « Les Promenades dans Londres »

La pauvreté qui est son lot, sa condition de travailleuse lui font lier la lutte contre l'exploitation de la classe ouvrière à la lutte contre l'oppression des femmes. Mais elle éprouve la difficulté à faire accepter cette remise en cause par les ouvrières car « *l'homme le plus opprimé peut opprimer un être, qui est sa femme ; [la femme] est la prolétaire du prolétaire même* ». Se refusant tout à la fois à séparer la cause des femmes de celle du prolétariat et à dissoudre la spécificité du combat contre l'oppression féminine dans la lutte plus générale contre la société capitaliste, Flora Tristan, longtemps avant Alexandra Kollontaï ou Clara Zetkin, a posé les principes de base du féminisme.

-A partir des années 1860, l'extension des concentrations ouvrières se traduit par une augmentation des conflits, qui conduit le pouvoir à dépenaliser le droit de grève en 1864. Les chambres ouvrières, tolérées, encadrent des corporations de plus en plus nombreuses, le droit syndical sera autorisé en 1884

La plus célèbre est la grève des bronziers de Paris, la corporation de Tolain.

« *A la suite d'une grève de peu d'importance, les ouvriers en bronze (la principale fabrique de bronze était à Paris la fabrique Barbedienne) avait fondé à Paris une société de crédit mutuel et de solidarité qui groupait cinq mille membres. En face d'elle le patronat organise une association des fabricants en bronze qui est destinée à assurer la liberté du travail, et des avantages sont assurés aux ouvriers qui acceptent d'y participer. L'on oblige ainsi progressivement les ouvriers du bronze à abandonner la société de crédit mutuel et de solidarité qu'ils avaient fondée. Un lock-out est décidé par le patronat pour le 25 février 1867 : seuls les ouvriers qui auront donné leur démission de la société de crédit mutuel, seront réintégrés. Les ouvriers en bronze firent alors appel au Conseil Général de l'Internationale à Londres, et une aide massive leur fut accordée par de très nombreuses corporations. C'est ainsi que 4 000 livres vinrent des syndicats français, et que 10 000 livres vinrent de la seule société des chapeliers anglais. Une délégation de bronziers parisiens fut d'ailleurs reçue à Londres par le Conseil Général et entourée d'une chaude sympathie. Par conséquent, à cette occasion, le Conseil Général de l'A.I.T. a organisé un appui à la grève. Les grévistes l'ont alors emporté, le patronat a dû céder. Il a fini par entrer en négociations avec les ouvriers et leur a accordé une augmentation de 25% pour qu'ils reprennent leur travail ; il n'est plus question de toucher à la société de secours mutuel. Il va de soi que cette aide apportée par le Conseil Général de l'Internationale à la grève a eu pour conséquence d'augmenter considérablement le nombre des adhérents syndicaux à l'Internationale. Marx, dans une lettre du 30 avril 1867, déclare que l'A.I.T. était devenue en France une force importante.*⁴¹ »

La réunion en août 1867 de la commission ouvrière des délégués élus par les corps de métier parisiens, rejoints pour quelques séances par les délégués de Lyon et de Bordeaux, pour représenter les ouvriers à l'exposition universelle de Paris est significative de cette évolution.

« *Au total, 118 professions sont représentées par 370 délégués et présidents des bureaux électoraux (8 corporations ferblantiers, menuisiers en bâtiment, bronziers, métiers de la reliure) ont opté pour l'élection de délégués "« libres »... émanation directe des métiers parisiens, la commission ouvrière est donc d'emblée la structure la plus représentative du monde ouvrier de la capitale.... En fait la constitution de la commission ouvrière procède directement du mouvement de réorganisation de la classe ouvrière parisienne ...L'AIT en tant que telle est vraisemblablement étrangère à cette initiative... Varlin et ses amis vont en fait parvenir à gagner en quelques mois la majorité des délégués aux vues de la fraction collectiviste de l'AIT, dont le rôle se trouve confirmé lors de l'élection d'un nouveau bureau le 5 novembre.....le ministre des travaux publics ... est chargé de recevoir le 19 janvier 1868 les représentants élus de la commission ouvrière, lesquels ont été mandatés pour ...lui soumettre les demandes et les propositions des ouvriers parisiens. Outre la réorganisation des prud'hommes, la suppression du livret ouvrier et l'abrogation de l'article 1781 du code civil (qui privilégie la parole de l'employeur par rapport à celle de l'employé), les deux grandes revendications prioritaires sont la légalisation des chambres syndicales ouvrières et la liberté de réunion...⁴² ».*

⁴¹ Jacques Droz « L'internationale ouvrière de 1864 à 1920 »

⁴² Michel Cordillot Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné p 104

Cette commission sera à l'origine de la constitution d'une fédération parisienne des sociétés ouvrières en 1869, qui regroupera 30 à 40 000 membres en 1870.

La multiplication des grèves, le relèvement du mouvement ouvrier après 1860 font réapparaître les anciens groupes socialistes, parmi lesquels les proudhoniens, bien sûr, mais aussi le groupe révolutionnaire des blanquistes qui est moins nombreux, (en étaient membres Lafargue et Longuet, futurs gendres de Marx). Une nouvelle génération de « militants » surgit, dont Eugène Varlin, créateur en décembre 1869 de la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris, est un exemple très caractéristique.

- En Grande Bretagne, jusqu'en 1830, il existe des associations, des clubs ouvriers. Entre 1830 et 1834 apparaît l'expression « Trade unions » association de tous les métiers, se différenciant des unions qui regroupent des ouvriers d'un même métier.

La national association for the protection of labour

Fin 1829, John Doherty organise une union générale des fileurs et pièceurs d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, qui échoue dans une grève des fileurs, ce qui le convainc de la nécessité d'une organisation de tous les métiers.

En 1830, il crée la *national association for the protection of labour*, une fédération des toutes les unions existantes. D'abord limitée au Lancashire, elle s'étend rapidement au Yorkshire, au Cheshire, au Pays de Galles ... Elle regroupe bientôt 150 unions. Il y a des cotisations, un journal, pour résister elle donne des secours de grève. Mais elle n'a ni les ressources, ni la discipline nécessaire pour soutenir cet effort d'organisation : elle s'effrite et disparaît au milieu de 1832.

Une autre tentative lui succède très vite dans l'industrie du bâtiment, la *Builders' Union* qui comprend les unions de métiers du secteur. En septembre 1833, le congrès du bâtiment réunit 30 000 travailleurs. Au début de 1833, elle entreprend une lutte contre les adjudications.

La question de la grève générale

Une campagne est engagée parallèlement pour la journée de 8 heures par Robert Owen et par un député John Fielden qui propose aux travailleurs la méthode de la grève générale.

Des travailleurs s'y essaient. Les fileurs de coton décident de réclamer les 8 h à partir du 1^{er} mars 1834, mais remettent la grève au 2 juin, puis au 1^{er} septembre avant d'abandonner le projet.

Une tentative des mineurs avait également échoué en avril de la même année.

La grande union consolidée des métiers

Le projet date de l'automne 1833, et dès décembre, les sociétés ouvrières s'affilient à la Grande Union. C'est une fédération qui s'occupe de l'assurance contre la maladie, les caisses de retraite, les ateliers coopératifs et s'engage à soutenir les grèves, tout en prévoyant une grève générale d'expropriation⁴³. Elle soutient les grèves qui éclatent un peu partout : bonnetiers de Leicester en nov 1833, le bâtiment à Glasgow en, etc ...

Il devient de plus en plus difficile de faire face, d'autant que les grandes unions restées jusque là indépendantes se groupent autour d'elle.

En février 1834, 6 ouvriers journaliers de l'union des travailleurs agricoles sont condamnés au bagne, pour être simplement membres de l'union et avoir prêté serment à la cérémonie d'initiation qu'imposaient les statuts de la grande union⁴⁴. Une grande campagne de soutien regroupant l'accord unanime de toutes les grandes fédérations ouvrières se met en place, sans succès.

Les grèves sont trop nombreuses pour le budget, l'échec des ouvriers du bâtiment, des drapiers de Leeds sont fatales : les ouvriers sont obligés de signer le document de renonciation.

La grande union consolidée des métiers s'effrite et disparaît à la fin de l'année 1834

⁴³ Dolléans – Histoire du Mouvement Ouvrier – page 120

⁴⁴ Dolléans – Histoire du Mouvement Ouvrier – page 122

- Mouvement chartiste

Le chartisme est une réaction de la classe ouvrière contre les effets de la révolution industrielle qui a formé un nouveau prolétariat dans les fabriques, en concentrant les travailleurs, et provoquant la décadence des artisans. Pour la première fois de son histoire, la classe ouvrière poursuit, pendant une dizaine d'années une action autonome, même s'il y a des interruptions.

Le chartisme, en réunissant dans un même mouvement de révolte autour d'un programme commun exprimant les mêmes aspirations toutes les catégories de travailleurs, va dégager en ceux-ci la conscience que leurs intérêts sont communs. Dix ans de lutte vont les faire vibrer des mêmes espoirs, des mêmes déceptions : cette continuité aidera à la formation de cette classe nouvelle.

Comme le résume Edouard Dolleaux : « *Entre 1830 et 1832, grâce aux démocrates ouvriers, grâce à des théoriciens imbus de la révolution française ou connaissant par Godwin et par Hodgskin la philosophie sociale du XVIII^e siècle, se constituent, et une sorte de socialisme ouvrier et une doctrine empreinte d'un réalisme sentimental, capable de séduire et d'entraîner les masses ouvrières, paraissant traduire leurs aspirations et répondre à leurs besoins. L'évènement historique est l'entrée en jeu des masses. C'est la rencontre **entre les forces collectives et les idées-forces**. Cette rencontre donne à l'histoire sociale un visage nouveau.*

Il convient d'insister sur ce fait. Alors que jusqu'ici, dans l'histoire sociale, ces forces collectives ne s'étaient manifestées qu'à l'état fragmentaire et discontinu, le chartisme se présente sous la forme d'un mouvement de masse qui se prolonge et qui dure. »

La *Charte du peuple*, qui a donné son nom au mouvement, est un projet de loi élaboré dans les premiers mois de 1837, adressé aux associations ouvrières et associations radicales par la London Working Men's Association dirigée par des ouvriers légalistes et réformistes.

Ce texte publié le 8 mai 1838, et présenté pour la première fois à un meeting public le 28 mai, formulait six revendications :

- élection annuelle du Parlement;
- suffrage universel pour les hommes à partir de vingt et un ans;
- égalité des districts électoraux ;
- éligibilité de tous les citoyens par l'abolition du cens d'éligibilité;
- vote au scrutin secret;
- indemnité parlementaire.

Ce programme démocratique n'est révolutionnaire que si on considère le régime britannique en 1838, les préjugés de la classe dirigeante à l'encontre du pouvoir des «masses stupides» et la crainte d'une destruction du système socio-économique au cas où le peuple prendrait le pouvoir par les élections.

En fait d'autres préoccupations se lient à ces revendications de démocratie politique qui donnent au mouvement un caractère socialiste : l'égalité politique doit conduire à l'égalité sociale, le jeu même de la démocratie amènera la réalisation du socialisme.

Le chartisme est donc l'expression de deux courants :

- une fraction de la bourgeoisie, ralliée aux idéaux du radicalisme et qui, à Birmingham en particulier, s'est regroupée autour de journalistes comme Thomas Attwood, pour eux la démocratie représente un système d'équilibre entre les différentes classes sociales et permet l'éducation de la classe ouvrière ;
- la partie la plus consciente de la classe ouvrière, à l'origine dominée par des chefs londoniens comme Francis Place et William Smith O'Brien, imprégnée des principes socialisants de Robert Owen⁴⁵, découragée par l'échec des tentatives syndicales antérieures. Aux prolétaires du Sud s'ajoutent les ouvriers de la Grande-Bretagne industrielle, ceux des entreprises textiles du Lancashire et du Yorkshire, les mineurs du Nord anglais, du pays de Galles et de l'Écosse, en général plus sévèrement

⁴⁵ Robert Owen défend la perspective de villages communistes mettant en pratique des expériences individuelles et collectives, étant persuadé que les réformes politiques ne donneront pas de résultats.

frappés par les maux du système industriel nouveau, aux traditions plus combatives, à l'impulsivité plus forte: ils vont trouver leur chantre dans le journaliste Feargus O'Connor. Pour tous ceux-là, la réforme est le moyen de transformer la société.

Les chartistes de Londres étaient un état major sans troupes, le prolétariat du Lancashire et du Yorkshire vont donner au mouvement une ampleur et une puissance remarquables.

Le chartisme est un mouvement où l'action est au premier plan.

Si certains chefs sont issus des classes moyennes, tous les participants se recrutent dans la classe ouvrière, et l'idée centrale est celle de l'autonomie nécessaire de cette classe ouvrière, le refus de toute alliance avec les classes moyennes. « *Les adhérents se recrutent principalement parmi les non syndiqués, mineurs, tisseurs, ouvriers des industries anciennes et encore incomplètement mécanisées, où l'introduction progressive des machines jetait à la rue les travailleurs manuels ou les travailleurs du métier* »⁴⁶.

Les débats avec les trade unionistes

O'Brien veut amener les trade-unions à s'occuper de politique, et à donner la première place dans leurs préoccupations à l'agitation en faveur du suffrage universel : le suffrage universel, seul moyen pour les trade unions d'arriver à leurs fins.

Il y a donc des appels aux Trade unions, pour les intéresser au chartisme : « *Pourquoi les trade-unions ont-elles un penchant à exclure tout à fait la politique de leurs délibérations? Nous n'avons pas besoin de détourner les ouvriers anglais de prendre part à une coalition formée pour la protection de leur travail. Aux ouvriers, nous disons : Hâtez-vous, ne perdez pas de temps, enrôlez-vous dans les trade-unions et, comme vos vaillants frères qui formèrent le meeting des délégués tenu à Manchester le 25, prenez la résolution de ne travailler que huit heures par jour, et d'exiger, au moins, pour ces huit heures le salaire intégral d'un jour entier. Le "Défenseur du pauvre" n'est pas l'ennemi des trade unions; mais c'est une chose de combiner un plan et une autre d'en appliquer les dispositions : pour les réaliser, il faut quelque chose de plus qu'une grève ou un abandon de travail [turn out].* »⁴⁷

Le 21 décembre 1833, le *Poor Man's Guardian*, journal pro-chartiste, revient sur ces idées:

« *Nous déduisons de l'échec de tous les plans précédents des ouvriers que le plan actuel échouera aussi, à moins qu'il n'ait dans son objet quelque chose qui le distingue de ceux qui l'ont précédé. Nous disons tout de suite : que doit être ce quelque chose? Le suffrage universel. Que demandent les Trade-unions? Une augmentation de salaire et une diminution des heures de travail, c'est-à-dire travailler moins et gagner plus, en d'autres termes, produire moins de richesses et jouir d'une plus large part de celles-ci. Ne comprendrons nous pas que cela est une attaque contre la propriété? et même une double attaque? En effet, si les producteurs produisent moins qu'aujourd'hui et jouissent d'une plus large part de ces produits diminués, n'est-il pas évident qu'ils agiront ainsi aux dépens de quel qu'autre classe de la société, ou, en d'autres termes, qu'il restera moins de richesses pour les classes stériles? Le sens commun nous dit que, plus les producteurs gagnent, moins il reste pour les hommes à qui vont les profits et pour les possesseurs de revenus fixes, c'est-à-dire pour les détenteurs de la propriété.*

La propriété au sens moderne du mot signifie le droit que possède A de prélever, en vertu de la loi, sa part sur le produit de B, la loi ayant été exclusivement faite par A et cela bien entendu sans le consentement de B et sans lui donner un équivalent. C'est là le sens moderne de la propriété : attaquer la propriété, c'est par conséquent attaquer le vol.

Mais maintenant se pose la question suivante : comment attaquer le monstre de la manière la plus sûre et la plus expéditive? Nous ne pouvons pas l'attaquer par la loi, car le monstre tient la loi dans ses propres mains. Comment l'attaquerons-nous donc? Nous répondrons : par le moyen des trade-unions pourvu qu'elles ajoutent seulement le suffrage universel aux autres articles de leur programme. »⁴⁸

⁴⁶ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 56

⁴⁷ E Dolleans « le chartisme » page 78

⁴⁸ E Dolleans « le chartisme » page 79

Le raisonnement est clair : c'est l'union des partisans du suffrage universel et des trade unionistes qui permettra de gagner.

Les débats sur la violence

D'autres divisions existent au sein des chartistes, entre partisans d'une action pacifique fondée sur la persuasion de la « force morale » et les tenants de l'emploi de la force physique, disposés à propager la révolte pour détruire l'ordre existant.

Par exemple, lors du meeting du jour de l'an 1838, le conservateur social Stephens « *se déclare un révolutionnaire par le feu, un révolutionnaire par le sang, jusqu'au couteau et jusqu'à la mort, et il donne le conseil à tout homme d'avoir son pistolet ou sa pique, à toute femme d'avoir sa paire de ciseaux, et à tout enfant sa boîte d'aiguilles..... à Glasgow, au nom du droit qu'à tout homme de se procurer par son travail de quoi se nourrir et se vêtir confortablement, lui, sa femme et ses enfants, le même Stephens somme les classes régnautes d'agir comme la loi le prescrit et Dieu l'ordonne, sinon, Nous envelopperons d'une flamme dévorante, à laquelle aucun bras ne pourra résister, les manufactures des tyrans du coton et les monuments de leurs rapines et de leurs meurtres, édifiés sur la misère de millions d'êtres que Dieu, notre Dieu, le Dieu de l'Ecosse, a fait pour être heureux* »⁴⁹.

La question de la grève générale

Il y a également les premiers débats autour de la perspective de la grève générale, à partir de la proposition d'une « grande fête nationale » faite dans une brochure de 1832 (écrite par un membre d'un comité de la National Union Working Class, William Benbow). Pendant un mois, les classes laborieuses cesseront le travail, seront nourries par les riches et réunies en congrès constitué de délégués choisis par les comités des paroisses et districts « *feront des lois pour toute l'humanité. La Constitution rédigée pendant cette fête mettra tous les humains sur un pied d'égalité : droits égaux, libertés égales, jouissances égales, respect égal, part égale dans la production, c'est là le but saint de notre jour de fête.* »⁵⁰

L'évolution du mouvement 1837-1842

Des centaines de meetings se succèdent, certains réunissant plus de 100 000 personnes, avec cortèges, banderoles, en tout des millions de manifestants.

Chaque meeting montre la progression des partisans de la force physique. La tentative de les interdire, les premières arrestations accentuent cette évolution.

Une convention se réunit à partir du 7 février 1839, regroupant 60 représentants des comités régionaux : « 3 magistrats, 6 éditeurs de journaux, un ministre de l'Eglise d'Angleterre, un ministre dissident, les autres sont des boutiquiers, des commerçants et des ouvriers »⁵¹.

Elle tient des séances rapprochées pour débattre de toutes les propositions du mouvement. Elle adoptera des motions, résolutions jusqu'à l'émeute de Newport de novembre 1839.

Ce type de direction réapparaîtra à chaque poussée du mouvement (1842, 1848).

Une première pétition est communiquée au Parlement en 1839 avec 500 548 signatures recueillies au moment de l'ouverture de la convention (nombre limité en partie par l'absence d'organisation chartiste capable de recueillir ces signatures dans de nombreuses villes), sans résultat.

La convention décide de discuter au delà de la remise de la pétition, de ce qu'il faut faire si satisfaction n'est pas donnée...

Un manifeste fut adopté par le comité, ...:

« Citoyens et compagnons d'esclavage, nous avons résolu de conquérir nos droits pacifiquement si nous le pouvons, par la force si nous y sommes obligés; mais malheur à ceux qui commenceront, la guerre avec le peuple ou qui par la force voudront contenir notre pacifique agitation en faveur de la justice, car à un signe ils seront éclairés sur leur erreur et en un bref combat leur pouvoir sera détruit. Vous nous avez faits les

⁴⁹ E Dolleans « le chartisme » page 128

⁵⁰ E Dolleans « le chartisme » page 100

⁵¹ E Dolleans « le chartisme » page 162

modestes instruments de votre volonté et de vos décisions; nous avons accompli le devoir que vous nous imposiez dans la mesure de notre pouvoir, et nous sommes prêts à aller plus loin pour exécuter vos ordres; mais, des nombreux rapports que nous avons reçus, nous croyons que vous attendez de nous le soin de recueillir les volontés et les intentions du pays en ce qui concerne les moyens les plus efficaces de faire de la Charte du peuple la loi. Désireux par conséquent de connaître clairement les opinions et les décisions du peuple, dans le temps le plus bref possible, et doublement désireux d'en assurer la juste réalisation sans effusion de sang et sans tache, nous soumettons respectueusement à votre sérieuse considération les propositions suivantes : à tous les meetings simultanés qui se tiendront pour demander par pétition à la reine d'appeler à son conseil des hommes de bien, aussi bien qu'à tous autres Meetings de nos unions et associations qui auront lieu jusqu'au 1^{er} juillet, 'les questions qui suivent seront posées au peuple assemblé:

- « Etes-vous prêts:
- "1° A opérer le retrait de toutes les sommes d'argent que vous possédez dans les caisses d'épargne, dans les banques privées ou entre les mains de personnes hostiles à vos justes droits?
 - "2° A convertir tout votre papier-monnaie en or et en argent?
 - "3° A vous abstenir de tout travail et de toute boisson enivrante, si la Convention estime que la grève générale est nécessaire pour préparer les travailleurs à conquérir la Charte de leur salut politique?
 - "4° A défendre avec les armes des hommes libres les lois et les privilèges constitutionnels que vos ancêtres vous ont laissés, en usant de votre droit constitutionnel et traditionnel?
 - "5° A présenter des candidats chartistes aux prochaines élections?
 - "6° A boycotter les commerçants non chartistes? -
 - "7° A lutter par tous les moyens en votre pouvoir pour les grands principes de la Charte du peuple et à décider qu'aucune contre-agitation en faveur d'une mesure de justice moins complète ne vous détournera de votre juste cause?
 - "8° A obéir à tous les ordres justes et constitutionnels de la majorité de la Convention ?"
- Telles étaient les huit questions que les conventionnels devaient poser aux meetings simultanés du lundi de Pentecôte.»⁵²*

Le manifeste de mai doit être rapproché du Manifeste Communiste de 1847. Il est un précédent dont s'inspireront Karl Marx et Engels : ceux-ci ont mis en formule les expériences chartistes⁵³.

Les assemblées répondent positivement avec le plus souvent un grand enthousiasme. La convention hésite à engager l'épreuve de force.

Le 4 juillet 1839, une première émeute éclate à Birmingham, les arrestations pleuvent, une seconde émeute se produit en réponse, et la manifestation met le feu aux boutiques des responsables des décisions.

Finalement la convention appelle à la grève générale pour le 12 août, pour 6 jours. Puis elle recule.

O'Brien estime, après « enquête », que le « jour du mois sacré » n'est pas arrivé et propose une résolution déclarant « la convention incompétente pour prendre une décision définitive »⁵⁴ :

« La convention continue à être unanime à penser que seule une grève générale par la cessation du travail à travers tout le pays pourra rendre aux classes laborieuses leurs droits et libertés; mais nous ne pouvons pas néanmoins prendre sur nous la responsabilité de fixer l'époque ou les circonstances d'une telle grève, parce que nous croyons que nous sommes incompétents pour le faire et cela pour les raisons suivantes:

» 1° Parce que l'assemblée a été considérablement diminuée par la désertion, l'absence et les arrestations arbitraires d'un grand nombre de conventionnels;

2° Parce parmi ceux qui restent, il existe une grande diversité d'opinion en ce qui concerne, à l'heure actuelle, la possibilité d'une grève générale, étant donné la situation industrielle dans les districts manufacturiers; ., .

«3° Parce qu'il semble exister une semblable diversité d'opinion, au-dehors, parmi nos commettants et les membres des classes laborieuses;

⁵² E Dolleans « le chartisme » page 162

⁵³ Dolléans – Histoire du Mouvement Ouvrier – page 145

⁵⁴ E Dolleans « le chartisme » page 192

«4° Parce que, étant donné ces circonstances, il est plus que douteux que l'ordre de grève générale, émis par la Convention, puisse être obéi d'une façon générale, et il est probable que la grève conduirait à une banqueroute; .

» 5° Parce que, bien que nous soyons fermement persuadés que la grève générale sera le salut du pays, nous sommes en même temps également convaincus qu'une grève partielle aurait seulement pour effet d'imposer les privations et les souffrances les plus amères à tous ceux qui y prendront part; et, dans la situation actuelle, dans l'état d'exaspération des sentiments publics, il n'est pas improbable qu'elle conduise au désordre et à l'anarchie;

» 6° Parce que, bien qu'il soit du devoir de la Convention de prendre part à tous les dangers que court le peuple, il ne fait pas cependant partie de notre devoir de créer sans nécessité des dangers pour nous-mêmes ou pour les autres : en créer pour nous-mêmes serait une folie; en créer pour les autres serait un crime;

» 7° Parce que nous croyons que le peuple lui-même est le seul juge de son droit et de ses propres ressources en même temps qu'il est seul juge de savoir s'il est prêt à la grève et s'il est capable de faire face aux événements qu'une telle entreprise peut provoquer.

» Pour toutes ces raisons, nous décidons qu'une commission de trois membres sera nommée pour examiner à nouveau le vote du 16 juillet et remplacer ce vote par une adresse qui laissera au peuple lui-même le soin de décider s'il veut ou s'il ne veut pas commencer le Mois sacré le 12 août; cette adresse expliquera aussi les raisons qui ont décidé la Convention à adopter une telle attitude et affirmera que la Convention s'engage à coopérer avec le peuple dans toutes les mesures, quelles qu'elles soient, qui lui paraîtront nécessaires pour sa sécurité et son émancipation.⁵⁵ »

Après plusieurs jours de flottements, de revirements de positions dans la convention, il propose de remplacer la grève générale (une quasi révolution) par une « fête populaire » de un, deux jours ou trois jours pour des processions et meetings solennels pour envoyer des adresses à la Reine. Dans une résolution finalement adoptée à l'unanimité :

« Nous supplions nos frères chartistes d'abandonner le projet du Mois sacré parce qu'il est actuellement impraticable. Nous supplions les trade-unions, si elles veulent sauver le pays d'une violente convulsion et les familles ouvrières de la ruine, d'apporter à leurs frères en détresse toute l'aide qui est en leur pouvoir pour réaliser le grand et bienfaisant objet du holiday. (...) Des renseignements que la Convention a pu recueillir, il ressort que le peuple n'est pas prêt à mettre en pratique le projet du Mois sacré; mais le prolétariat peut être amené, le 12 août, à cesser tout travail pour consacrer deux ou trois jours de holiday à des processions et à des meetings solennels : il en profitera pour délibérer sur la lamentable situation du pays et décider quels sont les meilleurs moyens de détourner le terrible despotisme dont sont menacées les classes laborieuses. Il devra être recommandé au peuple, dans ces meetings, d'envoyer des adresses à la reine lui représentant la conduite illégale de diverses autorités locales et lui demandant de renvoyer les ministres coupables d'atteintes aux droits du peuple : celui-ci devra également affirmer, par ses résolutions, sa fidélité à la Charte du peuple.⁵⁶ »

La convention n'était pas un centre de coordination des efforts révolutionnaires, elle recule au moment de l'affrontement.

Après trois mois de calme, en Août, septembre et octobre, le 4 novembre 1839, la pression continue à monter. 2000 mineurs gallois, armés de fusils, de pistolets, de piques et de pioches, de gros gourdins et même d'un petit canon, attaquent la mairie de Newport où est réfugié le maire et les magistrats de Newport sous la protection de l'armée : 14 morts parmi les chartistes, plusieurs blessés.

« Les chartistes avaient songé à appuyer le projet des mineurs gallois par un soulèvement dans le nord ; ils avaient envoyé un délégué à Feargus (O' Connor) pour lui demander d'être leur chefil prend ses dispositions pour faire échouer l'entreprise...il envoie Georges White pour parcourir le Yorkshire et le Lancashire pour affirmer un peu partout qu'aucun soulèvement n'aura lieu dans le pays de Galles, il envoie

⁵⁵ E Dolleans « le chartisme » page 192

⁵⁶ E Dolleans « le chartisme » page 196

Charles Jones assure les gallois qu'il n'y aura pas non plus soulèvement dans le Yorkshire et que derrière ce projet, il ne faut voir qu'un complot de la police..⁵⁷»

Si le mouvement chartiste est bien terminé au moment où se met en place la première internationale, il a profondément marqué tant les militants britanniques membres de l'internationale, que les militants européens, par sa durée, et sa massivité comme mouvement politique du prolétariat. D'ailleurs une nouvelle poussée de la mobilisation pour le droit de vote est engagée en Grande Bretagne à ce moment.

En Grande Bretagne, une lutte acharnée se mène, organisée par les trade unions dirigés par les ouvriers présents au comité central de l'AIT, pour l'élargissement du droit électoral.

Marx se battait pour la totale indépendance des ouvriers dans cette bataille.

Mais les trade unions firent un accord avec des intellectuels radicaux et des bourgeois.

Des meetings furent organisés, une démonstration grandiose eut lieu à Londres en 1866 « telle qu'on en a avait pas vu de pareille même à l'époque du chartisme. Sous la pression de la foule massée à Hyde park, les grilles cédèrent⁵⁸ ». Le gouvernement proposa le droit de vote à tous les hommes ayant un logement d'un loyer minimum déterminé, c'est à dire une bonne partie les ouvriers urbains. Les bourgeois poussèrent les ouvriers à accepter. De ce fait les ouvriers ruraux durent encore attendre 1885 pour pouvoir voter, et ce n'est qu'en 1905 que même ceux qui n'avaient pas de logement purent voter. Les femmes de plus de 30 ans eurent le droit de vote en 1919, et enfin un droit de vote égal aux hommes en 1938.

Les débats dans la 1^{ère} internationale

Première conférence à Londres 25-29 septembre 1865

Il y eut notamment un rapport pour la lutte économique de classes et l'organisation dans les syndicats de la classe ouvrière, qui sont les «écoles du socialisme».

«Si la classe ouvrière, note Marx, lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure». Mais «les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils luttent contre les effets et non contre les causes». Ils doivent donc inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire: «Abolition du salariat», qui est leur objectif final⁵⁹».

Premier congrès 3-8 septembre 1866 à Genève

Le rapport du conseil demandait l'organisation de l'entraide internationale dans les grèves, et la question des syndicats souleva de vifs débats.

Les français s'élevaient contre les grèves et toute organisation de la résistance aux employeurs : pour les proudhoniens le seul salut est dans la coopération.

La résolution sur les syndicats proposée par Marx fut adoptée, mais « elle provoqua le même malentendu que les autres décisions de la 1^{ère} internationale. Longtemps le texte exact n'en fut pas connu...⁶⁰ »

Selon cette résolution, les syndicats sont le résultat de la lutte entre le capital et le travail salarié, car il n'y a pas de contrat libre entre le patron et l'employé. Derrière chaque capitaliste il y a la force de la société, à cette force les ouvriers ne peuvent opposer que leur nombre, la force sociale dont ils disposent. Elle est réduite par la concurrence entre ouvriers, qu'il faut supprimer, ou tout au moins modérer. C'est de cela que sont nés les syndicats, avec pour tâche limitée au début aux besoins journaliers des ouvriers, ils ont cherché à limiter les

⁵⁷ Dolléans – Histoire du Mouvement Ouvrier – page 150

⁵⁸ D Riazanov Marx et Engels page 168

⁵⁹ Salaire, prix et profit, rapport de 1865 à l'Internationale

⁶⁰ D Riazanov Marx et Engels page 172

empiètements continuels du capital, le salaire et la durée de travail. Cette action est déclarée, non seulement légitime, mais nécessaire.

« Inconsciemment les syndicats ont été et sont encore des centres d'organisation pour la classe ouvrière, comme l'ont été les communes du moyen âge pour la bourgeoisie. Et s'ils sont nécessaires pour la guerre de partisans entre le capital et le travail, ils sont encore plus importants comme facteur d'organisation pour la suppression du régime salarial lui-même. Par malheur, les syndicats ne sont pas encore complètement rendu compte de cette tâche. Trop absorbés par leur lutte locale et directe contre le capital, ils n'ont pas encore complètement compris la force de leur action dirigée contre le système lui-même de l'esclavage salarié. C'est pourquoi ils se sont tenus et se tiennent encore trop à l'écart des mouvements généraux et politiques. »⁶¹

Le texte répond à la fois aux proudhoniens, et à la fois aux syndicalistes « purs », qui veulent limiter les tâches du syndicat, et ne pas s'engager à agir consciemment pour l'émancipation complète de la classe ouvrière, en secondant tout mouvement social et politique tendant à ce but.

Les délégués anglais défendirent également la résolution sur la journée de huit heures, contre les français. Sur la proposition du conseil général, le congrès fixa à huit heures la limite légale revendiquée de la durée du travail, n'autorisant le travail de nuit que dans des cas exceptionnels, dans des secteurs particuliers, en tendant à sa suppression.

Concernant le travail des femmes, les français et les suisses étaient contre. Le congrès adopte des thèses générales écrites par Marx contre le travail de nuit, les travaux dangereux, et en même temps... la résolution des français. En gros le congrès décidait qu'il fallait interdire le travail des femmes, mais que s'il était pratiqué, il fallait le limiter.

troisième congrès 6-13 septembre 1868 à Bruxelles

Le renforcement de l'internationale, son implication dans les grèves ouvrières a des traductions politiques. Pour la première fois, le point de vue du socialisme, ou comme on disait alors, du collectivisme, triompha contre les français.

Avec son cortège de violences et de répressions, la légitimité et la nécessité de la grève sont définitivement reconnues en septembre 1868, c'est la conclusion des débats précédents.

Le congrès de Bruxelles se tient dans un climat de guerre à venir.

« Après des débats animés, le congrès de Bruxelles, au cours duquel les uns avaient demandé d'organiser une grève générale en cas de guerre, les autres démontré que seul le socialisme pouvait mettre fin à la guerre, adopta une résolution transactionnelle assez confuse⁶² »

quatrième congrès 5-12 septembre 1869 à Bâle

Cette fois, les partisans de l'appropriation collective des moyens de production par la classe ouvrière, contre le rêve du retour à leur propriété individuelle sont clairement majoritaires ; 54 pour, 4 contre et 13 abstentions : les proudhoniens subissent une défaite complète.

"Plus important encore la résolution –prise à l'unanimité- qui affirme la nécessité d'une organisation syndicale internationale : « le congrès est d'avis que tous les travailleurs doivent s'employer activement à créer des sociétés de résistance dans les différents corps de métiers »⁶³

⁶¹ D Riazanov Marx et Engels page 173

⁶² D Riazanov Marx et Engels page 179

⁶³ Annie Kriegel Les internationales ouvrières p 20

3) La théorie de l'insurrection de Blanqui

La Révolution de 1789 a marqué profondément le mouvement ouvrier français, dont les préoccupations politiques sont demeurées un trait caractéristique. Son histoire est jalonnée par des explosions révolutionnaires dans lesquelles le rôle des ouvriers est de plus en plus déterminant.

- La conjuration des égaux

Dans la révolution française, les courants révolutionnaires les plus radicaux, vont vers un projet de société qu'on n'appelle pas encore le socialisme, mais le bonheur commun, l'égalité. C'est le cas de la « conjuration des égaux » (Babeuf), qui voulait instaurer une dictature populaire pour abolir la propriété individuelle. Marx a défini cette conjuration comme « le premier parti communiste agissant ».

Cette société secrète d'environ 2000 membres préparait une insurrection qui devait s'efforcer d'appliquer un programme communiste, visant à «...réfréner toutes les tendances à l'inégalité. Pour atteindre ce but, elle devait abolir : 1° l'hérédité, 2° l'aliénabilité (la capacité de vendre les produits de son travail), 3° l'inégalité des salaires attachés aux différents travaux. La doctrine, nettement communiste, prend pour formule à chacun selon ses besoins. Comment réaliser ce programme ? Par un coup de main qui materait toute résistance. L'établissement du communisme résulterait d'une insurrection victorieuse. ⁶⁴ ».

Ils cherchaient (à la différence de tous les communistes utopiques par exemple) à prendre le pouvoir politique pour réorganiser la société.

Entre la société actuelle et la nouvelle société, ils proposent des institutions transitoires, et combattent pour que la révolution qu'ils ont faite eux, devienne la révolution du peuple.

Comme le résume Buonarroti⁶⁵ « un peuple, dont les opinions se sont formées sous un régime d'inégalité et de despotisme, est peu propre, au commencement d'une révolution régénératrice, à désigner par ses suffrages les hommes chargés de la diriger et de la consommer. Cette tâche difficile ne peut appartenir qu'à des citoyens sages et courageux qui, fortement épris d'amour pour la patrie et l'humanité, ayant longuement sondé les causes des maux publics, se sont affranchis des préjugés et des vices communs, ont devancé les lumières de leurs contemporains, et méprisant l'or et les grandeurs vulgaires, ont placé leur bonheur à se rendre immortels en assurant le triomphe de l'égalité. Peut-être faut-il, à la naissance d'une révolution politique, même par respect pour la souveraineté réelle du peuple, s'occuper moins de recueillir les suffrages de la nation que de faire tomber, le moins arbitrairement que possible, l'autorité suprême en des mains sagement et fortement révolutionnaires ». Les égaux proposaient la création d'un corps de contrôle, les « conservateurs de la volonté nationale » pour veiller à ce que les législateurs n'abusent pas de leurs droits. Certains babouvistes étaient partisans de la dictature d'un seul individu investi de tous les pouvoirs, « on préféra envisager la constitution d'une autorité provisoire composée, après de nombreuses tractations, des soixante anciens montagnards proscrits et d'une centaine de babouvistes (un par département); le directoire secret ne cesserait pas ses travaux et veillerait sur la conduite de la nouvelle assemblée⁶⁶ ». Il fallait cela pour former le peuple et mettre en place une nouvelle société.

Babeuf est arrêté en 1796 avec 245 « égaux ». Babeuf et une trentaine d'égaux sont condamnés à mort et exécutés l'année suivante. Ses idées se développèrent longtemps après sa disparition, notamment lors de la parution en 1828 du livre de Buonarroti « la conspiration des égaux ».

- Insurrections et sociétés secrètes en France dans la première moitié du 19^e siècle

Elles se multiplient, voici une petite chronologie qui donne quelques exemples significatifs :

2 mars 1812 : émeutes de la faim à Caen

février 1817 : troubles agraires en brie et champagne

8 juin 1817 : mouvement insurrectionnel à Lyon et dans les environs

⁶⁴ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 82

⁶⁵ Schiappa page 174

⁶⁶ Schiappa page 175

3 juin 1820 : émeutes à Paris à propos de la loi du double vote, puis 9 juin manifestation ouvrière pour les obsèques de Nicolas Lallemand, étudiant tué le 3.

19 août 1820 : tentative d'insurrection à Paris (bazar français), à Lyon et Colmar

1822: échec des tentatives insurrectionnelles de la Charbonnerie à Belfort (janvier et juillet), Thouars et Saumur (février)

1827 :

30 mars obsèques de La Rochefoucault-Liancourt, qui tournent à l'émeute

29 avril : manifestation républicaine contre les lois sur la presse, la dissolution de la garde nationale parisienne

24 août : manifestation républicaine de 100 000 personnes au Père Lachaise à l'occasion des funérailles du député libéral Jacques-Antoine Manuel ?

17-20 novembre : après la victoire électorale de l'opposition, manifestations violentes, surtout à Paris, et répression non moins violente. On relève des morts et de nombreux blessés, essentiellement des ouvriers. Pour la première fois depuis la Fronde, on dresse des barricades.

17-20 octobre 1830. Graves troubles à Paris, à l'occasion du procès des ministres de Charles X. Recrudescence d'affiches, dans les quartiers ouvriers, incitant les citoyens à s'armer pour reconquérir les droits dont on les a frustrés.

1831

Janvier. Affaire du Conseil académique, dénoncé par les étudiants comme une cour prévôtale. Manifestation violente. Arrestation des responsables étudiants (Auguste Blanqui, Jean-François Danton, Ploque, Sambuc).

14-15 février. Émeutes populaires anticléricales et antilégitimistes à Paris, puis en province.

Mars-juin. Manifestations contre l'introduction de machines à Nantes, Saint-Étienne, Bordeaux, Le Havre.

6-10 avril. Procès des dix-neuf républicains inculpés lors des événements de décembre ; ils sont acquittés par le jury d'assises. Nombreuses manifestations populaires.

9-12 avril. Émeute des canuts lyonnais.

Juin. Troubles graves et émeutes faubourg Saint-Denis, dus à la situation économique. Répression très dure. Nombreuses victimes.

14 juillet. Émeutes populaires. Tentative de planter un arbre de l'Égalité sur la place de la Bastille. Plus de 1 500 manifestants sont dispersés par des policiers déguisés en ouvriers. Saisie de *Au Peuple*.

20-22 novembre. Révolte des canuts lyonnais ; échec des négociations menées par le préfet ; insurrection ; dure répression menée par Soult. La révolte prend fin le 3 décembre.

1832

1er avril. Révolte des détenus de Sainte-Pélagie, appuyée par plusieurs sections de la SAP. Un mort. Début de l'émeute des chiffonniers parisiens.

5-6 juin. Insurrection populaire à Paris à l'occasion des funérailles du général Lamarque. Le dernier carré des insurgés se bat héroïquement autour du cloître Saint-Mery. Le bilan est très lourd : au moins 150 tués du côté des insurgés, plus de 400 blessés et plus de 1 500 arrestations ; 134 morts et 326 blessés du côté de l'ordre.

Été. Naissance de la Société des Droits de l'Homme (SDH).

20 mai 1833. Insurrection des mineurs d'Anzin.

9-14 avril 1834. Insurrection essentiellement ouvrière à Lyon et à Saint-Étienne, et de caractères divers à Arbois, Épinal, Lunéville, Chalon, Grenoble, Vienne, Clermont-Ferrand, Marseille, Toulon,... Le 11, à Lyon, massacre de la rue Projctée. Le 12, à Paris, arrestation de 150 républicains, y compris les chefs de la SDH. *La Tribune* ne peut paraître.

Le 14, à Paris, massacre de la rue Transnonain. A Paris comme ailleurs, l'émeute est vite réprimée et le bilan est très lourd : plus de 300 morts et 600 blessés à Lyon, plusieurs dizaines de morts à Paris ; 2 500 arrestations, dont la moitié à Paris, plus de 2 300 inculpations.

8 mars 1836. Découverte de la " Conspiration des poudres " ; arrestation (le 11) d'Armand Barbès et d'Auguste Blanqui.

12-13 mai 1839. Tentative insurrectionnelle d'Armand Barbès, Martin Bernard, Auguste Blanqui et de la Société des Saisons. Le premier, blessé, est arrêté ; les deux autres parviennent à se soustraire aux forces de l'ordre, respectivement jusqu'aux 21 juin et 14 octobre. On relève 77 tués et au moins 51 blessés du côté des insurgés, 28 et 62 de l'autre. Suivent 692 interpellations. Il y a plus de 750 dossiers d'inculpés aux procès.

28 novembre. Explosion d'une machine infernale (Pierre Béraud).

15 octobre 1840. Attentat de Darmès contre Louis-Philippe. Le procès mettra en lumière l'existence des sociétés secrètes communistes.

31 août-7 septembre 1847 Émeutes populaires rue Saint-Honoré à Paris.
1848

13 juin 1849. Manifestation de la Montagne contre l'expédition de Rome sur les boulevards de Paris ; elle sera traitée comme une insurrection et donnera lieu à de nombreuses arrestations. De nombreux dirigeants de la gauche républicaine seront contraints à l'exil. La presse " démoc-soc " est muselée.

14-15 juin. Mêmes mouvements populaires à Lyon, où a lieu une véritable bataille de rues, et dans d'autres villes de province. Mise en état de siège des 1^{re} et 6^e régions militaires.

Août-septembre. Réunion des délégués de 43 associations pour fonder l'Union des Associations ouvrières.

3 décembre 1851. Barricades à Paris suite au coup d'État du 2 décembre de Louis-Napoléon Bonaparte. Mort du député Jean-Baptiste Baudin.

1er mars 1854. Manifestation populaire réprimée par la police à l'occasion des funérailles de Lamennais au Père-Lachaise.

• **Blanqui** (1805 –1881)

En 1828 est publié *l'Histoire de la conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf*, écrite après sa libération par Buonarroti, un des conspirateurs arrêtés. Ce livre va jouer un rôle important en cette première moitié du XIX^e siècle.

Dans les années suivant la révolution, les sociétés révolutionnaires ont continué à exister, essentiellement composées d'étudiants et d'intellectuels, les ouvriers n'y sont que l'exception. Cela va changer à partir de 1830 (Riazanov p 21).

Après les insurrections des canuts Lyonnais, commencent les premières tentatives d'organisations révolutionnaires des ouvriers, qui participent de plus en plus nombreux à l'activité des sociétés secrètes. Dès 1833, malgré la répression selon Vidocq , le « chef de la sureté » « il y a plus de cent sociétés secrètes qui gangrènent Paris ». A partir de 1835, l'influence socialiste y domine nettement.

Le représentant le plus éminent de ce mouvement est Blanqui, très influencé par Babeuf/Buonarrotti. Pour lui, ce programme est une référence essentielle qu'il va tenter d'appliquer⁶⁷.

Il le défend dans des groupements républicains et socialistes qui vont être détruits après la révolution de juillet. Les insurrections lyonnaises le persuadent que l'élément le plus révolutionnaire en France est la classe ouvrière, il commence à organiser des sociétés révolutionnaires parmi les ouvriers de Paris, « *comme celle des saisons ou des familles. Cette dernière était divisée en trois années dont les trois directeurs étaient Blanqui et deux anciens Saint-Simoniens, l'ouvrier imprimeur Martin Bernard et le créole Barbès..*⁶⁸ ». Des allemands, des belges, des suisses participent à ces sociétés, comme au temps de la grande révolution française.

Ils font en mai 1839 à Paris, une audacieuse tentative d'insurrection. Ils s'emparent de l'Hôtel de Ville et de la Préfecture de police. Mais le mouvement échoue et ses responsables jetés en prison. Blanqui est condamné à la détention perpétuelle, il restera en captivité jusqu'en 1848. D'autres arrivent à quitter la France, comme l'allemand Schapper, membre de la fédération des justes, qui se rend à Londres où il fonde une société ouvrière d'éducation.

Très vite, « *des sociétés secrètes communistes se reformèrent, telles Les Egalitaires, Les Unitaires, La Société des Bastilles surtout, organisée militairement ; toutes préparaient un coup d'état, ou, à défaut des attentats, comme celui dirigé contre le Duc d'Aumale en 1841*⁶⁹ ».

Blanqui est selon la phrase de Marx « *le cœur et la tête du prolétariat français* ». « *Les partisans de l'attente ont toujours conçu l'adjectif « blanquiste » comme une insulte sans appel. Les plus purs d'entre les*

⁶⁷ cf le « toast de Londres » dans documents joints

⁶⁸ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 82

⁶⁹ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 82

anarchistes le tiennent pour un synonyme de « jacobin », tandis que les staliniens l'emploient, eux comme équivalent d'anarchiste »⁷⁰

La pensée de Blanqui

« ...les trois piliers principaux sur lesquels repose la philosophie sociale de Blanqui qui se résume aux trois mots clefs « communisme », « athéisme » et « dictature pour l'instruction ». ⁷¹

L'importance de Blanqui est qu'il se situe clairement dans le domaine politique et non dans celui de l'économie : c'est lui qui formule le premier la théorie de la lutte révolutionnaire des classes.

« Il interprète tous les événements de l'histoire sociale dans le sens d'une lutte impitoyable et permanente entre les pauvres et les riches ... La révolution, seul espoir des masses, est comprise comme un acte de libération collective d'une situation d'oppression intolérable.. »⁷².

« ...pour Blanqui, les propositions de Proudhon...l'idée de la coopérative... est rejetée..comme réformiste, de même que l'idée des ateliers sociaux de Louis Blanc. Ces réalisations, pense-t-il, ne serviraient nullement à libérer la classe ouvrière, elles ne feraient que l'exposer à d'autres déboires bien inutiles. Ainsi les coopératives de production sont-elles, à ses yeux, « le piège le plus funeste où puisse tomber le prolétariat ». tant qu'il n'y a pas de prise de pouvoir centrale de la classe ouvrière au niveau de l'Etat, les structures de la société capitaliste ne pourraient pas changer radicalement, elle seraient seulement légèrement modifiées par un mouvement coopératif qui s'étend La seule forme d'action organisée dans le domaine de la production que Blanqui jugeait valable était la création de sociétés de résistance... conçues comme des comités politiques de lutte à l'entreprise, comme un organisme de la révolte contre le capital et l'Etat »⁷³.

Munster résume bien la théorie de l'insurrection de Blanqui⁷⁴ :

« Une société secrète de révolutionnaires professionnels, bien entraînés, suivant aveuglément les instructions d'un chef, et organisés de façon paramilitaire, prépare un soulèvement armé dans la plus grande clandestinité ; ils agissent donc à la place des masses, mais objectivement ils représentent leurs intérêts. Dans une situation de recrudescence objective des contradictions de classe, elle occupe...tous les points de la capitale qui ont une importance stratégique..., elle désarme les forces armées, renverse le gouvernement par un putsch, et érige la « dictature révolutionnaire » soutenue par les masses qui sont spontanément entraînés dans le soulèvement et armées. Les nouveaux hommes au pouvoir forment d'abord un « gouvernement provisoire » qui, « dans l'intérêt du peuple », et dans le cadre d'une « dictature de l'éducation »..... Ce programme ...révèle la méfiance néo-jacobine de l'action spontanée et autonome des masses, et de leurs capacités à se gouverner elles-mêmes et des gérer les affaires de l'état, une fois le pouvoir acquis. Il reste très imprécis sur les modalités de la fin de la dictature d'éducation et le passage réel en une société socialiste...il ne parle pas non plus concrètement de la réorganisation des rapports de production après la révolution. Il met clairement l'accent sur la révolution de la superstructure (armée, école, justice, église) en négligeant le domaine qui pour Marx et Engels était le point de départ de toute révolution réelle et profonde : celui de la production. Pour Blanqui, la préparation du soulèvement, la réalisation des mesures révolutionnaires ainsi que l'organisation de la « dictature de l'éducation » qui doit préparer le passage à la société communiste, sont l'œuvre d'une élite. Cette élite se compose des militants des organisations secrètes ».

Cette théorie de la révolution comme acte d'une minorité, et le rôle dirigeant des élites qui conçoivent la révolution pour les masses pose de nombreuses questions. Malgré les échecs des soulèvements de 1834, 1839 et 1848, il reste sur cette position.

⁷⁰ Le Nuz - Maintenant il faut des armes, textes choisis et présentés – page 17

⁷¹ introduction Munster « Blanqui Ecrits sur la révolution » page 17

⁷² introduction Munster « Blanqui Ecrits sur la révolution » page 25

⁷³ introduction Munster « Blanqui Ecrits sur la révolution » page 26 et s

⁷⁴ introduction Munster « Blanqui Ecrits sur la révolution » page 29

Les militants blanquistes joueront un rôle très important dans les moments décisifs lors de la révolution de 1848, et surtout lors de la commune de Paris :

« 4 septembre 1870, aussitôt connue la nouvelle de la capitulation de Sedan, le peuple de Paris sort spontanément dans les rues, les blanquistes orientent les manifestants. Ils sont quelques centaines, parmi les plus résolus et les plus disciplinés, entraînés au combat et Blanqui est posté avec eux place du Palais Royal. C'est un coup de feu de Philés (jeune blanquiste) qui fait reculer la police et permet à la foule de franchir le pont. Ce sont deux Blanquistes, marchand et Granger qui proclament la déchéance de l'empire et proclament la république à l'hôtel de ville, Jules Ferry et Ledru Rollin usurpent la victoire et mettent en place un gouvernement de la défense nationale ...sans Blanqui ⁷⁵ ».

Les débats sur le lien entre un parti strictement centralisé et la spontanéité des masses continueront bien après... on le reverra avec les polémiques avec Kautsky, entre Lénine et Rosa Luxembourg...

Les blanquistes dans un premier temps ne sont pas membres de l'internationale (tant à cause du refus de se trouver dans une organisation avec les proudhoniens, qu'en raison de leur fonctionnement conspiratif), mais nombre de militants issus du blanquisme en seront des acteurs importants, et ce courant influencera la construction du futur parti ouvrier français.

⁷⁵ Le Nuz - Maintenant il faut des armes, textes choisis et présentés – page 256

4) L'utilisation de l'état

- Révolution française

Dans la constitution de 1793, l'égalité est au premier rang des droits naturels et imprescriptibles, la propriété n'est plus un droit inviolable et sacré. Les droits féodaux du clergé et de la noblesse sont abolis sans indemnité, la terre devient « le bien de tous et non d'un petit nombre ». Robespierre et Saint-Just essayent de nationaliser une partie de l'économie du pays, créent des manufactures d'Etat surtout pour l'armement, contrôlent la production en fournissant les matières premières et la main-d'œuvre, en réquisitionnant et taxant les produits. Cet essai de collectivisation s'écroula après le 9 thermidor.

- Révolution de 1848

Le rôle des ouvriers est déterminant lors des journées de février 1848. Ce sont eux qui imposent avec la République la proclamation des libertés démocratiques fondamentales.

Le gouvernement provisoire reconnaît le droit au travail (il s'engage à « *garantir l'existence de l'ouvrier par le travail* »), la liberté de fait des associations, encourage les coopératives de production, supprime le marchandage (contrat par lequel un marchandeur se charge d'exécuter un travail pour un entrepreneur en lui fournissant la main-d'œuvre) et fixe, tout au moins à Paris, la journée de travail à dix heures.

Il crée un conseil économique, avec les patrons et les ouvriers conseillés par Jean Reynaud, Victor Considérant, Vidal et Pecqueur. Vidal et Pecqueur proposent « *le monopole des assurances et des banques pour alimenter le budget de l'organisation du travail, et permettre la fondation des ateliers sociaux dont Louis Blanc avant fait le plan. Le 28, les républicains modérés se débarrassèrent de Louis Blanc en lui donnant la présidence d'une Commission pour les travailleurs chargée d'aviser à garantir au peuple les fruits légitimes de son travail : ...on la surnomma Commission du Luxembourg. Mais les ateliers nationaux, nom donné aux ateliers sociaux de Louis Blanc, furent organisés par un modéré, antisocialiste, Maire, ministre des travaux publics* ». »⁷⁶.

Le 17 avril, les ouvriers demandent au Luxembourg « *l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme* ». Les ateliers nationaux, loin de réaliser le plan de Louis Blanc, se limitent à utiliser les chômeurs à des travaux de terrassement pour les couper des ouvriers blanquistes et de la Commission du Luxembourg : en Mars, ils occupent déjà 20 000 hommes.

Les élections d'avril sont une défaite pour les socialistes et une victoire pour les modérés.

Les vainqueurs décident alors de dissoudre les ateliers sociaux, en décrétant que de 18 à 25 ans les ouvriers devaient s'engager dans l'armée ou aller en province défricher par exemple les marais de Sologne.

La question des ateliers nationaux va continuer à animer la vie politique et sociale dans les années qui suivent. Louis Blanc (1811-1882), le promoteur de l'aphorisme communiste « *De chacun selon ses facultés à chacun selon ses besoins* » défend la formation de coopératives de ce genre, avec des fonds provenant de l'état et un contrôle de celui-ci. Des coopératives sont ainsi fondées (ferblantiers, lampistes) survivront à la Révolution. C'est une vision étatiste d'un changement social, qui existe encore dans le champ politique actuel.

Afin de garantir la vie des individus il demande une organisation du pouvoir car le système concurrentiel ne peut remplir cette mission. Or, dans son esprit, « *c'est une œuvre trop vaste et qui a contre elle trop d'obstacles matériels, trop d'intérêts aveugles, trop de préjugés, pour être aisément accomplie par une série de tentatives partielles* »⁷⁷. Dès lors, seul l'État a la puissance nécessaire d'impulsion permettant la mise en place concrète d'un mode alternatif de répartition - le mode de production restant le même - au sein de la société actuelle.

La mission économique de l'Etat démocratique reste simple: en parallèle du système concurrentiel laissé à lui-même, l'Etat doit devenir le commanditaire et le législateur des associations.

⁷⁶ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 93

⁷⁷ Louis Blanc, « Le catéchisme des socialistes », p. 18.

Proudhon protestait contre ce socialisme étatiste soit-disant démocratique « *Pour sa part c'était sur l'organisation du crédit et de la circulation qu'il comptait pour résoudre pacifiquement le problème du paupérisme. Devant l'assemblée législative, il préconisa un projet d'impôt sur les revenus qui fut combattu par Thiers. En 1849, il lança le projet d'une banque du peuple, au capital de 5 millions en actions de 5 francs. Elle permettait de fournir gratuitement du crédit aux groupements de travailleurs. La banque échoua. Proudhon, pour outrage au Prince-Président, fut mis en prison*⁷⁸ ».

Blanqui protestait également car ces mesures ne remettent pas en cause le pouvoir d'État.

- les Lassalliens en Allemagne défendent également la création avec l'aide de l'État de coopératives de production, comme moyen de mettre progressivement la main sur les moyens sociaux de production.
- les Lassalliens en Allemagne défendent également la création avec l'aide de l'État de coopératives de production, comme moyen de mettre progressivement la main sur les moyens sociaux de production. Ce courant sera l'un des deux fondateurs du SPD allemand, le centre politique de la deuxième internationale.

L'objectif politique central pour Lassalle est la démocratie qui permettrait de régler la question sociale dans l'intérêt de toutes les classes :

« Je n'ai naturellement rien contre les membres d'un état[2] auquel j'appartiens moi-même! Je m'élève seulement contre le mouvement morne et frileux issu de la bourgeoisie comme classe, et qu'elle ne peut impulser que comme classe, contre le mouvement libéral-progressiste. [...] C'est à un mouvement démocratique national et général que j'appelle et non à un simple mouvement de masse; aucun véritable démocrate ne reculera d'effroi devant le fait que le sort de la classe ouvrière sera amélioré par une assemblée élue au suffrage universel. Aucun cœur véritablement démocratique ne frémira à la pensée que les intelligences de la société, unies, doivent aider la classe nécessiteuse au moyen de mesures politiques. Là est au contraire le véritable intérêt de toutes les classes. » (Arbeiterlesebuch)'

Lassalle considère l'état comme un organe garantissant droit et justice.

Lassalle sera amené à se positionner par rapport aux coopératives, pour répondre aux ouvriers-artisans qui se raccrochent à l'espoir des sociétés-coopératives qu'ils forment; mêmes si elles ne sont pour lui qu'un moyen.

Sa critique rejoint celle des marxistes : les coopératives de production sont impossibles à généraliser sous le règne du libre marché, étranglées par les grandes fabriques. « *Rien n'est plus facile à la libre concurrence que de terrasser une poignée d'ouvriers associés.* »

La seule façon de l'emporter serait que l'Etat « *fasse passer les gros bataillons du côté des ouvriers, du côté des associations.* » Là encore, ses revendications débouchent sur le rôle central de l'Etat. Selon lui, les mesures transitoires à prendre seraient les suivantes :

- l'unification des banques en une Banque d'Allemagne, qui permettrait d'avoir « *le double ou le triple de l'argent nécessaire aux associations* »
- la taxation des capitalistes et des propriétaires fonciers
- l'utilisation de cet argent public pour aider 400 000 ouvriers à s'associer
- les taxes sur ces coopératives permettraient ensuite d'enclencher un cercle vertueux

Il critique aussi les sociétés de crédit, qui ne peuvent que prolonger la mort de la **petite-bourgeoisie** face au capital, et les coopératives de consommation :

« Le préjudice qui frappe la classe ouvrière ne l'atteint (...) que comme productrice et non comme consommatrice. C'est donc prêter une fausse assistance à l'ouvrier que de vouloir l'aider comme consommateur, au lieu de le seconder là où le bât le blesse vraiment, c'est-à-dire au niveau de la production.

⁷⁸ Elie Halevy « Histoire du socialisme européen » page 95

5) Marxisme, révolution et dictature du prolétariat

Dans la première moitié du siècle, France et Angleterre avaient été les foyers du socialisme.

D'autres mouvements ouvriers – en Allemagne et en Italie, par exemple – sont nés dans des pays qui n'avaient pas réalisé encore leur unité politique, d'où un mélange d'objectifs nationaux et sociaux parfois contradictoires.

C'est pourtant dans ce contexte, dans la seconde moitié du siècle, que le marxisme va petit à petit prendre une influence dominante : la pensée allemande apparaît au centre du mouvement idéologique. Comme le dira Engels dans la préface du *[Le] développement du socialisme scientifique* : « *Nous socialistes allemands, nous nous enorgueillissons de tirer notre origine non seulement de Saint Simon, Fourier et Owen, mais aussi de Kant, Fichte et Hegel* ⁷⁹ »

- La liaison entre le socialisme scientifique et la philosophie

Marx et Engels adhèrent tous deux à la tendance la plus radicale de la pensée hégélienne.

Hegel s'attache à expliquer le monde tel qu'il se développe.

«*Pour comprendre les phénomènes qui nous entourent, il ne suffit pas de les étudier, tels qu'ils existent, il faut comprendre comment ils se sont développés, car tout ce qui est autour de nous est le résultat d'un développement antérieur..... Dans chaque phénomène, dans chaque cause, il se produit une lutte de ces deux principes, la thèse et l'antithèse. De ces deux principes, l'un maintient, l'autre détruit. La lutte de ces deux principes qui existe dans chaque phénomène aboutit à quelque chose de moyen, à leur union. Cette lutte même des contradictions est la source de tout développement* ⁸⁰ ».

Cette vision du monde est révolutionnaire et va avoir une influence considérable sur la réflexion de tous les révolutionnaires

Mais Hegel était idéaliste, sa philosophie voyant comme principal moteur l'idée absolue, la conscience détermine l'être. Ce dernier point de vue de sa philosophie va être attaqué par un de ses disciples, Feuerbach.

« *Il retourne la thèse fondamentale de Hegel et montre que c'est au contraire l'être qui détermine la conscience, qu'il y a eu un temps où l'être existait sans conscience, que la pensée, l'idée, est le produit de cet être même...ce n'est pas Dieu qui crée l'homme, c'est l'homme qui crée Dieu à son image* ⁸¹ ».

Marx ne se contente pas de la critique de la religion de Feuerbach. « *...la différenciation du milieu en classes diverses n'est pas quelque chose de primordial, de naturel, mais le produit d'un long mouvement historique. Si l'on étudie la façon dont s'est effectué ce développement, on voit qu'il a toujours été le résultat de la lutte des contradictions, des oppositions surgissant à un stade du développement social. Marx ne s'arrêta pas làtout ce qui s'accomplit dans l'homme, toutes les modifications de l'homme même sont le résultat non seulement de l'action de la nature sur lui, mais encore, dans une plus large mesure, de son action, à lui, sur la nature.en la transformant, transforme les conditions de son existence, et en même temps, se transforme lui-même. ... c'est ainsi que Marx introduisit dans la philosophie passive de Feuerbach l'élément révolutionnaire, l'élément d'action* ⁸² »

Oui, il faut comprendre le monde, mais aussi agir pour qu'il change.

Ainsi, pour changer ce qui ne va pas en Allemagne, il faut qu'un groupe d'hommes aient des conditions d'existence qui les poussent à agir. Étudiant les situations anglaises et françaises, il en arrive à la conclusion que la bourgeoisie allemande n'est pas en mesure de faire ce qu'a fait la bourgeoisie française, seul le prolétariat est en mesure d'assumer le rôle de classe émancipatrice capable de modifier le régime social. Parce que c'est cette classe qui supporte tous les maux de la société. A la différence des utopistes socialistes, Saint Simon, Fourier, Owen, pour lesquels la tâche de libérer la classe déshéritée des prolétaires revenait aux classes éclairées, Marx voit en la classe ouvrière la seule classe révolutionnaire de la société capitaliste. C'est

⁷⁹ D Riazanov Marx et Engels page 40

⁸⁰ D Riazanov Marx et Engels page 49

⁸¹ D Riazanov Marx et Engels page 51

⁸² D Riazanov Marx et Engels page 55

ce qui va l'amener à travailler sur son œuvre la plus connue, le *Capital*, qui étudie les lois fondamentales du développement de la société capitaliste

En même temps que cette réflexion, Marx, comme beaucoup de militants allemands en exil va participer à l'activité d'une société secrète à Paris, puis ailleurs en Europe.

« *Les plus actifs et intelligents des artisans allemands participèrent à la vie ... des français, et il n'y eut bientôt plus une seule organisation secrète française qui ne comptât des membres allemands. Dans les groupes blanquistes, il existait même des sections allemandes...*⁸³ »

Après l'échec de l'insurrection blanquiste de 1839 à Paris, la *Fédération des justes* (l'ancienne *société des bannis*, puis *ligue des justes*) est atteinte par la répression, il ne reste plus que quelques cercles isolés d'anciens membres de cette société.

Marx et Engels créent alors à Bruxelles après 1845 la « Société d'éducation ouvrière », qui organise des conférences. Ils organisent les communistes en accord avec eux, à partir de groupes de Bruxelles, Londres et Paris. Un congrès est convoqué en été 1847 à Londres. La Ligue des communistes est créée, et des statuts sont adoptés, avant d'être soumis aux différents comités et adoption définitive au congrès suivant, dont le premier paragraphe était :

Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, la suppression de l'ancienne société bourgeoise, basée sur l'antagonisme des classes, et la fondation d'une nouvelle société sans classe ni propriété individuelle.

Elle regroupe quelques belges, quelques chartistes anglais (qui s'étaient engagés à organiser à répandre dans la chartisme le programme et les buts des communistes) et surtout des allemands.

Les grandes lignes du programme furent adoptées au second congrès (novembre 1847), Marx étant personnellement chargé de le rédiger, à partir du projet rédigé par Engels.

Le « *Manifeste du parti communiste* » parut dans la seconde quinzaine de février 1848, les premiers exemplaires n'arrivèrent en Allemagne qu'en mai-juin. Il ne joua donc aucun rôle dans les révolutions en cours en Europe. Pour reprendre les propos d'Engels, il n'est « *accueilli avec enthousiasme que par l'avant-garde peu nombreuse encore du socialisme scientifique* ».

• Le manifeste du parti communiste

Le premier chapitre décrit la société capitaliste, la montée de la bourgeoisie au sein de l'ancien régime féodal, son rôle dans le développement des forces productives, qui crée pour la première fois la possibilité de l'émancipation matérielle de l'humanité.

Ensuite est abordé le développement du prolétariat, comment il se constitue en classe spéciale, et les formes de sa lutte.

Puis il réfute toutes les objections élevées contre le communisme et expose la tactique des communistes par rapport à tous les autres partis ouvriers. Il explique que les communistes ne représentent pas un parti spécial opposé aux autres partis ouvriers, ils s'en distinguent parce qu'ils représentent l'avant garde des ouvriers, qui comprend les conditions, la marche et les résultats du mouvement ouvrier.

Enfin il critique les courants qui agissent pour la suprématie parmi les socialistes et les communistes, à l'exception des grands utopistes, Saint Simon, Fourier et Owen. Il oppose au socialisme pacifique, utopique et évitant la lutte politique, le programme révolutionnaire.

Il conclut sur la tactique des communistes, en expliquant qu'ils doivent en permanence quelles que soient les conditions (contre la bourgeoisie lorsqu'elle a le pouvoir, la soutenant lorsqu'elle est en lutte révolutionnaire contre la noblesse et la monarchie) inculquer aux ouvriers la conscience nette de l'opposition des intérêts entre la bourgeoisie et le prolétariat, et mettre au premier plan la question de la propriété individuelle.

La partie stratégique est peu développée, mais elle est bien là :

I. Bourgeois et prolétaires.....

Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leurs revenus propres. Les prolétaires ne

⁸³ Nicolaïevski /Maenchen-Helfen – la vie de Karl Marx – page 95

peuvent se rendre maîtres des forces productives sociales qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation d'aujourd'hui et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne, ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure.

Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle.

En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie.

.....
II. Prolétaires et communistes.....

Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives

Cela ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier.

Ces mesures, bien entendu, seront fort différentes dans les différents pays.

Cependant, pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application :

- 1 Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat.*
- 2 Impôt fortement progressif.*
- 3 Abolition de l'héritage.*
- 4 Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles.*
- 5 Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'Etat et qui jouira d'un monopole exclusif.*
- 6 Centralisation entre les mains de l'Etat de tous les moyens de transport.*
- 7 Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan d'ensemble.*
- 8 Travail obligatoire pour tous; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.*
- 9 Combinaison du travail agricole et du travail industriel; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne.*
- 10 Education publique et gratuite de tous les enfants. Abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc.*

Les antagonismes des classes une fois disparus dans le cours du développement, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés, alors le pouvoir public perd son caractère politique. Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe.

A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. »

Ici, la révolution prolétarienne à venir se modèle sur les révolutions bourgeoises, économiquement - elle libère les forces productives - et politiquement - elle érige le prolétariat en classe dominante, et il utilise le pouvoir politique pour centraliser tous les moyens de production entre les mains de l'état « le prolétariat organisé en classe dominante ».

L'état sert « d'instrument », et « d'instance organisatrice⁸⁴ », conduisant à la disparition des classes.

• L'impact de la révolution de 1848

La répression sanglante de la révolte ouvrière de juin 1848, le choc entre la bourgeoisie et le prolétariat désintègre le bloc républicain qui s'était constitué en février.

Marx, Engels, et Blanqui sont les rares à ne pas s'en étonner.

Cette répression conduit à préciser, rectifier, certains points :

- la bourgeoisie ne jouera pas de rôle révolutionnaire, même contre la monarchie, il ne peut y avoir de front commun, même minimal et transitoire avec elle. La bourgeoisie s'orientera vers un compromis avec l'ancien régime, dans un cadre lui laissant libre son développement économique.
- L'histoire a construit une machine d'état lourde et ramifiée, qui dépossède la société : cela interdit à la révolution prolétarienne de se concevoir comme la révolution bourgeois

C'est dans ce contexte qu'est écrite en 1850 l'Adresse du Comité Central à la Ligue des communistes (Marx-Engels)

.....
Que la démocratie petite-bourgeoise, au fur et à mesure du développement incessant de la révolution, exerce pour un temps une influence prépondérante en Allemagne, ceci ne laisse subsister aucun doute. Il s'agit donc de savoir quelle sera, à son égard, la position du prolétariat et spécialement de la Ligue :

- 1. pendant que durera la situation actuelle où les démocrates petits-bourgeois sont également opprimés ;*
- 2. dans la prochaine lutte révolutionnaire qui leur donnera la prépondérance ;*
- 3. après cette lutte, aussi longtemps que durera cette prépondérance des démocrates petits-bourgeois sur les classes déchues et sur le prolétariat.*

1. En ce moment où les petits bourgeois démocratiques sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation ; ils lui tendent la main et s'efforcent de mettre sur pied un grand parti d'opposition, qui embrasserait toutes les nuances du parti démocratique ; en d'autres termes, ils s'efforcent de prendre les ouvriers au piège d'une organisation de parti où prédomine la phraséologie social-démocrate générale, qui sert de paravent à leurs intérêts particuliers et où, pour ne pas troubler la bonne entente, les revendications particulières du prolétariat ne doivent pas être formulées. Une telle union tournerait au seul avantage des petits bourgeois démocratiques et absolument tout au désavantage du prolétariat. Le prolétariat perdrait toute sa position indépendante, conquise au prix de tant de peines, et retomberait au rang de simple appendice de la démocratie bourgeoise officielle. Cette union doit donc être repoussée de la façon la plus catégorique. Au lieu de se ravalier une fois encore à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation distincte, secrète et publique du parti ouvrier, et faire de chaque communauté le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seraient discutés indépendamment des influences bourgeoises

.....
Mais, pour pouvoir affronter de façon énergique et menaçante ce parti dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire, il faut que les ouvriers soient armés et bien organisés. Il importe de faire immédiatement le nécessaire pour que tout le prolétariat soit pourvu de fusils, de carabines, de canons et de munitions et il faut s'opposer au rétablissement de

⁸⁴ Daniel Bensaid « Marx et sa critique de la politique »

l'ancienne garde nationale dirigée contre les ouvriers. Là où ce rétablissement ne peut être empêché, les ouvriers doivent essayer de s'organiser eux-mêmes en garde prolétarienne, avec des chefs de leur choix, leur propre état-major et sous les ordres non pas des autorités publiques, mais des conseils municipaux révolutionnaires formés par les ouvriers. Là où les ouvriers sont occupés au compte de l'Etat, il faut qu'ils soient armés et organisés en un corps spécial avec des chefs élus ou en un détachement de la garde prolétarienne. Il ne faut, sous aucun prétexte, se dessaisir des armes et munitions, et toute tentative de désarmement doit être repoussée, au besoin, par la force. Annihiler l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers, procéder immédiatement à l'organisation propre des ouvriers et à leur armement et opposer à la domination, pour le moment inéluctable, de la démocratie bourgeoise les conditions les plus dures et les plus compromettantes : tels sont les points principaux que le prolétariat et par suite la Ligue ne doivent pas perdre de vue pendant et après l'insurrection imminente.

3. *Dès que les nouveaux gouvernements se seront quelque peu consolidés, ils engageront immédiatement leur lutte contre les ouvriers. Pour pouvoir alors affronter avec force les petits bourgeois démocratiques, il faut avant tout que les ouvriers soient organisés et centralisés dans leurs propres clubs.*

.....
Si les ouvriers allemands ne peuvent s'empaler du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans accomplir en entier une évolution révolutionnaire assez longue, ils ont cette fois du moins la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec la victoire directe de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré.

Mais ils contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner--par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques-- de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : La révolution en permanence !

Londres, mars 1850.

Diffusé sous forme de tract en 1850.

L'accent est mis ici sur

- l'organisation de classe indépendante du prolétariat
- la nécessité d'arracher la prépondérance sur les autres classes par la révolution en permanence

• L'impact de la commune de Paris

L'expérience de la commune permet de poser la question de la forme politique de la domination de la classe ouvrière.

La classe ouvrière dominait, en fait, mais n'assurait pas à elle seule la direction de la Commune, où figuraient aussi les représentants de la petite bourgeoisie «jacobine», artisanale et intellectuelle.

Les représentants de la classe ouvrière se divisaient eux-mêmes en une majorité de blanquistes et une minorité d'internationaux (Léo Frankel, Eugène Varlin).

Mais, poussée par la nécessité de sa propre survie, la Commune appliqua, dans les faits, une politique révolutionnaire.

Dans la « *Guerre civile en France* », Marx avance que la forme de la commune était une forme politique susceptible d'extension. Le gouvernement de la classe ouvrière est la forme qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail. Autrement dit l'émancipation économique nécessite une forme politique, en rupture radicale avec la machinerie de l'état préexistante, elle réalise même la destruction de cette machine centralisée et hiérarchisée, coupée de tout contrôle populaire.

Est créée par l'action même des masses,

- une commune agissante et non parlementaire,

- un pouvoir exécutif et législatif, où toutes les fonctions publiques sont placées sous la direction de la commune,
- une représentation par le suffrage des citoyens responsables et révocables, sous contrôle permanent, avec remise en cause des mandats.

C'est en analysant cette vision de la démocratie à l'œuvre dans la commune de Paris qu'il faut aborder les débats sur la dictature du prolétariat qui vont occuper les années suivantes.

La « dictature du prolétariat »

Cette expérience de la commune donne naissance tendanciellement à un nouveau concept, la « *dictature du prolétariat* »: non plus simple stratégie révolutionnaire de conquête du pouvoir, mais *forme politique* spécifiquement prolétarienne, fondée sur l'organisation des producteurs et sur la démocratie de masse (d'où procéderont plus tard des conceptions et des pratiques aussi diverses que le «communisme des conseils», les «soviets» russes, les «conseils de fabrique» turinois en 1919).

Pour Marx, trois grands traits caractérisent cette innovation de la Commune:

– Elle ne se «*contenta pas de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte*», mais entreprit aussitôt de la briser. Alors que Marx, après les révolutions de 1848, avait seulement pu démontrer la nécessité de ce processus, la Commune donnait à ce dernier un contenu en même temps qu'un début de réalisation en jetant les fondements d'un État de dictature du prolétariat. Ce qui signifiait: la «*suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes*»; la *suppression du corps des fonctionnaires et des institutions parlementaires, remplacées par «des ouvriers ou des représentants connus de la classe ouvrière [...], responsables et révocables à tout moment*», assurant leur fonction «*pour des salaires d'ouvriers*» et constituant «*un corps agissant, exécutif et législatif à la fois*».

La Commune dépouilla ainsi la justice de sa «*feinte indépendance*» (alors que Marx écrivait, à propos du *Préambule des Statuts* de l'Internationale: «*Je fus obligé d'admettre [...] des passages sur le devoir, le droit, la vérité, la morale, et la justice. Il faudra un temps avant que le réveil du mouvement permette l'ancienne franchise de langage*») et elle put même commencer à «*briser l'outil spirituel de l'oppression*» en s'attaquant à l'organisation matérielle de l'Église et en esquissant une instruction populaire contrôlée par le peuple (et non par l'Église, ou l'État).

– En même temps qu'elle «trouvait enfin» la forme politique du gouvernement de la classe ouvrière, qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail, la Commune combinait avec sa révolution politique les premières mesures d'expropriation du capital au profit des travailleurs.

– Par sa politique de destruction de l'État bourgeois, qui est le principal agent de leur exploitation, la Commune jette les bases du ralliement de la petite bourgeoisie pauvre et de la paysannerie à la dictature du prolétariat. La justesse de sa politique est démontrée *a contrario* par l'échec de la Commune de Lyon où l'action de Bakounine³ conduit à l'isolement de la classe ouvrière.

.Ces leçons de la Commune et l'analyse de sa conjoncture figurent dans les trois *Adresses* rédigées par Marx pour l'Internationale – la première, le 23 juillet 1870; la deuxième, le 9 septembre 1870; la troisième, que l'on connaît sous le titre *La Guerre civile en France*, le 30 mai 1871 –, ainsi que dans sa correspondance avec Kugelmann, puis dans une nouvelle préface de l'édition allemande au Manifeste, celle du 24 juin 1872 :

" *Bien que les circonstances aient beaucoup changé au cours des vingt-cinq dernières années, les principes généraux exposés dans ce Manifeste conservent dans leurs grandes lignes, aujourd'hui encore, toute leur exactitude. Il faudrait revoir, çà et là, quelques détails. Le Manifeste explique lui-même que l'application des principes dépendra partout et toujours des circonstances historiques données, et que, par suite, il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II. Ce passage serait, à bien des égards, rédigé tout autrement aujourd'hui. Etant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière, étant donné les expériences, d'abord de la révolution de février, ensuite et*

surtout de la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune, notamment, a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte"

Les débats dans la 1^{ère} internationale

• Les statuts

Ils avaient commencé dès la discussion sur le préambule des statuts

« que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmesque, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné en tant que moyen »

Tous les membres n'interprétaient pas de la même façon ces termes :

« les trade unionistes et les anciens partis anglais voyaient dans cette thèse une protestation contre la tutelle permanente des classes moyennes, une affirmation de la nécessité d'une organisation ouvrière indépendante. Les français, qui étaient alors fortement indisposés contre les intellectuels, estimaient que cette thèse les mettait en garde contre les intellectuels traités, que les ouvriers pouvaient se passer de l'aide de ces derniers. Seuls probablement, les allemands membres de l'ancienne ligue des communistes comprenaient les déductions que comportait cette thèse ⁸⁵ »

Le but est l'expropriation des moyens de production mais de quelle façon ce but est-il atteint ? La réponse est claire : la lutte politique est aussi nécessaire que la lutte économique. Mais la lutte politique n'est qu'un moyen, et non le but comme le pensent les bourgeois radicaux.

Marx utilise la formule qu'avaient utilisé les chartistes anglais vingt ans plus tôt, à laquelle les owenistes avaient reproché il n'y avait pas le socialisme dans les 6 points.

Il y eut plus tard un débat avec Bakounine qui soutint que primitivement il n'y avait pas les mots « en tant que moyen » dans les statuts.

Le malentendu viendrait de la traduction de l'anglais au français,

« Lorsqu'on avait traduit le statut en français pour le répandre en France, on avait, dans l'édition légale, supprimé les mots « en tant que moyen ». Le texte français disait « l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ». On avait jugé la suppression nécessaire afin de ne pas attirer l'attention de la police, qui surveillait tout mouvement politique chez les ouvriers. Cette dernière, en effet considérait au début les internationalistes français...non pas comme des « politiques », mais comme des « économistes ».... Ce qui aggrava la chose est que la traduction française du statut ainsi dénaturé fut imprimée en suisse française, et de là, répandue dans les pays où le français était le plus en usage, c'est-à-dire en Italie, en Espagne et en Belgique. » ⁸⁶

Conférence de Londres septembre 1871

Elle rediscute des statuts et précise clairement la position des socialistes scientifiques

« Considérant :

Que la réaction effrénée réprime par la violence le mouvement émancipateur des ouvriers et cherche par la force brutale maintenir la division en classes et la domination politique des classes dominantes qui en résulte ;

⁸⁵ D Riazanov Marx et Engels page 157

⁸⁶ D Riazanov Marx et Engels page 159

Que cette organisation du prolétariat en un parti politique est nécessaire pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but final : l'abolition des classes ;

Que l'union des forces ouvrières est déjà obtenue par la lutte économique et doit être également un levier entre les mains de la classe ouvrière dans sa lutte contre le pouvoir politique des exploités

La Conférence rappelle à tous les membres de l'Internationale que, dans le plan de combat de la classe ouvrière, son mouvement économique et son activité politique sont indissolublement liés. »

- Le débat sur la dictature du prolétariat

quatrième congrès 5-12 septembre 1869 à Bâle

Un nouveau débat pointe, opposant cette fois Marx au courant du russe Bakounine.

Bakounine, l'homme des sociétés secrètes aux ramifications internationales, adhère personnellement à l'Internationale en juillet 1868, comme membre de la Section centrale de Genève.

Michel Bakounine (1814-1876), aristocrate russe et révolutionnaire de formation hégélienne, orateur enflammé, polémiste virulent, plus que théoricien de l'anarchisme. Peu méthodique, c'est un auteur prolifique dont les œuvres sont inachevées et imprécises, mais avec des traits très intéressants.

Bakounine avait eut une activité dans toute l'Europe, à Berlin au début des années 1840, en 1848 en Moravie. Il rencontre Marx et Proudhon à Paris en 1844 (c'est lui qui traduira le manifeste communiste en russe). Il participe à la révolution de 1848 en France, à Prague, en Allemagne.

Arrêté, envoyé en Sibérie, il s'évade, milite en Russie, participe à l'insurrection polonaise ...avant de revenir en Europe,

Marx le contacte, le rencontre, pour demander son adhésion à l'AIT : il hésite... il rencontre à nouveau Proudhon, fait la connaissance d'Elie et Elisée Reclus. Kaminski date de cette époque la conversion définitive de Bakounine aux idées anarchistes, mais pour lui l'anarchisme n'est pas une philosophie, une tendance politique vague, il se confond avec l'action révolutionnaire.

« ...jusqu'à lui il y avait des anarchistes qui n'étaient pas des révolutionnaires, et que même peu nombreux étaient les révolutionnaires qui étaient des anarchistes conscients. Avec lui commence l'anarchisme révolutionnaire. Son apport aux théories sociales est par conséquent d'une originalité indéniable ; car c'est lui qui crée cette conception que l'anarchisme ne peut pas se passer de la violence et que la révolution doit aboutir à l'anarchie ⁸⁷».

Son programme anarchiste est en même temps celui d'une organisation qu'il crée à ce moment, en 1868, la « Fraternité Internationale », du type des sociétés secrètes, au moment où le mouvement ouvrier est sur la voie des grandes organisations de masse. Le programme et le ciment de l'organisation est le « Catéchisme révolutionnaire » qui défend la révolution universelle, la dissolution de toutes les institutions et la formation d'une société sur la base de la liberté, de la raison, de la justice et du travail.

En 1868, il fonde l' « Alliance internationale de la social-démocratie » avant d'adhérer à l'AIT.

La rupture se produit immédiatement, au congrès suivant en septembre 1868, Bakounine se prononce pour le collectivisme, pour l'égalité des classes et des individus, et contre le communisme parce qu'il est la négation de la liberté, reconnaissant l'état.

Le thème majeur qui divise Marx et Bakounine est celui de la stratégie de prise du pouvoir et du devenir de l'État.

Les deux positions veulent la destruction de la société bourgeoise et la révolution sociale, mais sont en désaccord sur les moyens pour arriver à ce but.

Pour Bakounine, il suffit de soulever les intellectuels révolutionnaires et les ouvriers exaspérés par la misère avec un groupe composé d'hommes résolus.

⁸⁷ Kaminsky « Bakounine : la vie d'un révolutionnaire » page 210

Mais il ne voulait pas entendre parler de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Il niait toute lutte politique dans la mesure où il estimait qu'elle ne pouvait être menée que sur le terrain de la société bourgeoise existante...

Bakounine propose donc la destruction définitive de l'état dans le processus révolutionnaire, estimant que dans le cours de la révolution, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés, surgit une libre association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous, le pouvoir politique doit être détruit, alors même qu'il serait révolutionnaire, en conséquence il faut que le prolétariat agisse en dehors de toutes politiques bourgeoises.

Il estime que l'égalité doit s'établir par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédéralisées dans les communes, mais non par l'action tutélaire de l'état.

La commune de Paris précipite la rupture entre les deux socialismes.

Bakounine propose la destruction définitive de l'Etat, tandis que Marx souhaite jeter les bases d'un Etat prolétarien dès qu'il en estimera le mouvement ouvrier capable.

Car c'est le moment où Marx et Engels élaborent le concept de « dictature révolutionnaire du prolétariat », partant de la découverte qu'elle représente « la forme politique enfin découverte sous laquelle l'émancipation économique du travail pouvait être réalisée », comme forme nécessaire de l'Etat révolutionnaire, comme arme contre les ennemis de la révolution.

Ils envisagent donc la conquête de l'état, sous cette forme particulière de « dictature du prolétariat », qui lui permet de se servir de sa suprématie pour arracher le capital à la bourgeoisie, centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat.

Les socialistes révolutionnaires doivent donc s'organiser pour s'emparer de la puissance politique des états, et pour détruire l'état bourgeois...

Bakounine refuse toute force d'état : *« Le moyen et la condition sinon le but principal de la révolution, c'est l'anéantissement du principe de l'autorité dans toutes ses manifestations possibles, c'est l'abolition complète de l'état politique et juridique parce que l'état ... est la consécration historique de tous les despotismes, de tous les privilèges, la raison politique de tous les asservissements économiques et sociaux, l'essence même et le centre de toute réaction. Lorsqu'au nom de la révolution on veut faire de l'état ne serait-ce qu'un état provisoire, on fait de la réaction et on travaille pour le despotisme, non pour la liberté ; pour l'institution du privilège contre la liberté »⁸⁸*

Selon lui, la dictature du prolétariat prônée par « Marx et ses amis » n'échappe pas à cette fatalité : *« Ils concentreront tous les pouvoirs de gouvernement entre de fortes mains, puisque le fait même de l'ignorance du peuple exige des soins vigoureux et attentifs de la part du gouvernement. Ils créeront une seule banque d'Etat, concentrant entre ses mains toute l'activité commerciale, industrielle, agricole et même scientifique, et ils diviseront la masse populaire en deux armées, armée industrielle et armée agricole, sous le commandement direct des ingénieurs d'Etat qui constitueront la nouvelle classe politico-scientifique privilégiée. »*

Congrès de La Haye septembre 1872

Pour la première fois, Marx y participe personnellement (Bakounine n'y était pas)

Le congrès de La Haye septembre 1872 ajoute à la résolution adoptée par la conférence de Londres de l'année précédente la phrase suivante :

*« Comme les possesseurs du sol et du capital profitent toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, **la conquête du pouvoir politique est le grand devoir du prolétariat** »⁸⁹*

⁸⁸ Bakounine « L'Empire Knouto-Germanique »

⁸⁹ cité par D Riazanov Marx et Engels page 195 rechercher texte direct.....

C'est la victoire politique des marxistes sur cette question essentielle.

Marx et Engels, soutenus par la plupart des anciens communards et blanquistes (L. Frankel, E. Vaillant), obtiennent l'approbation de leur théorie du parti:

« Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes » (art. 7 a, adj. aux Statuts de l'A.I.T.). et du rôle du politique dans la révolution.

Il s'agit de défendre la nécessité de l'organisation de la lutte politique de classe dans l'appareil politique existant, sous la forme d'un parti organisé (les anarchistes veulent l'autonomie des sections locales, Marx exige la reconnaissance de la tendance générale de l'Internationale); pour l'incorporation des intellectuels révolutionnaires au mouvement ouvrier (les proudhoniens voudraient exclure tous ceux qui ne sont pas des ouvriers manuels)

Le courant animé par Bakounine critique ce socialisme « autoritaire » des conceptions de Marx dans l'AIT :
« Prétendre qu'un groupe d'individus, même les plus intelligents et les mieux intentionnés, sont capables de devenir la pensée, l'âme, la volonté dirigeante et unificatrice du mouvement révolutionnaire et de l'organisation économique du prolétariat dans tous les pays, c'est une telle hérésie contre le sens commun et l'expérience historique qu'on se demande avec étonnement comment un homme aussi intelligent que M Marx a pu la concevoir... L'établissement d'une dictature universelle... réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses de tous les pays comme on dirige une machine ... suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et fausser tous les mouvements populaires »....l'expérience de la troisième internationale a montré depuis, que si Bakounine forçait sans doute quelque peu la pensée de Marx en lui prêtant une conception aussi « autoritaire », le danger contre lequel il mettait en garde s'est, beaucoup plus tard, matérialisé.⁹⁰ »

⁹⁰ Daniel Guérin : L'anarchisme (Folio 1981) p 36

6) La fin de l'Internationale

L'écrasement de la Commune eut de très graves conséquences pour l'internationale.

C'est d'abord l'interruption pendant plusieurs années du mouvement ouvrier français, qui n'était plus présent dans l'AIT que par les exilés.

Le mouvement ouvrier allemand avait également été durement éprouvé, Liebknecht et Bebel emprisonnés pour avoir protesté contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, la répression contre les lassalliens était également féroce.

En Angleterre, la guerre permit aux capitalistes anglais de faire des bénéfices fabuleux, et de donner une plus grande liberté d'action aux syndicats, d'anciennes lois répressives furent supprimées.

A mesure que l'internationale devenait plus radicale, les dirigeants des trade unions membres du conseil général devenaient plus modérés. Refusant de suivre Marx dans les conséquences de son analyse et rejetant les leçons politiques de la Commune, les représentants du trade-unionisme anglais quittent le Conseil général. Les caractères spécifiques de l'État en Angleterre, ses traditions de démocratie bourgeoise semblent rendre possible un passage au socialisme de type pacifique. Cependant, répondant en juillet 1871 au correspondant du journal américain *The World*, Marx ne se déclare pas aussi optimiste: «*La bourgeoisie anglaise s'est toujours montrée prête à accepter le verdict de la majorité aussi longtemps que les élections assurent son monopole. Mais soyez sûr que nous aurons affaire à une nouvelle guerre de Sécession, dès qu'elle sera en minorité sur des questions qui soient pour elle d'importance vitale.*» une scission se produisit donc dans la section anglaise.

L'internationale est mise hors la loi en Espagne, ses membres poursuivis au Danemark, en Autriche-hongrie.

Pourtant, la «mort» de l'Internationale fut sa «vie»: c'est par la diffusion de l'analyse de la Commune (*La Guerre civile en France*) que se développa en grande partie le travail politique dans les différents pays européens à partir de 1871. Les ouvrages antérieurs de Marx commencèrent alors à être largement connus et utilisés dans les organisations du prolétariat: en Allemagne, en France, en Russie, en Italie. «*La Ire Internationale avait accompli sa mission historique et cédait la place à une époque de croissance infiniment plus considérable du mouvement ouvrier dans tous les pays, caractérisée par son développement en extension, par la formation de partis socialistes ouvriers de masse, dans le cadre des divers États nationaux*» (Lénine, Karl Marx).

Références bibliographiques

La nuit des prolétaires
Rancière

Le chartisme (1831-1848) Aurore du mouvement ouvrier
Edouard DOLLEANS ed les nuits rouges 2003

Histoire du socialisme européen
Elie HALEVY ed Gallimard 2006

Marx et Engels – Conférences faites au cours de marxisme près de l'académie socialiste en 1922 -
D. RIAZANOV ed Anthropos 1974

Les internationales ouvrières
Annie KRIEGEL ed Presses Universitaires de France (mai 1983)

La première internationale
par Christian Labrande ed UGE 1976

L'émancipation des travailleurs
Matthieu Léonard ed La fabrique 2011

Le parti de classe recueil de textes en quatre tomes
Friedrech ENGEL, Karl MARX ed Maspero 1973

Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné
Michel CORDILLOT ed Ouvrières 1991

Deux siècles de travail en France
Olivier MARCHAND et Claude TELOT ed insee 1991

Site marxists.org